

L'édition en Afrique du Sud
ou les complexités de la nation
« arc-en-ciel »



Etude réalisée par Karen Politis
Département Etudes du BIEF
Novembre 2005

Par leur fine connaissance du secteur de l'édition et par leur analyse éclairée de la réalité sud-africaine,

*Xavier Person, chargé du livre à l'Ambassade de France en Afrique du Sud,,
Jérôme Bessière, responsable de la médiathèque de l'Institut français d'Afrique du Sud,
Bénédicte Alliot, attachée culturelle à l'Ambassade de France et directrice de l'Institut français d'Afrique du Sud,*

m'ont apporté une aide précieuse pour la réalisation de cette étude. Qu'ils en soient ici très chaleureusement remerciés.

Je tiens également à remercier tous les éditeurs, libraires, et professionnels du livre sud-africains rencontrés à Johannesburg, Durban, Pietermaritzburg et Cape Town qui ont eu l'amabilité de me consacrer un peu de leur temps pour partager leur savoir et leur expérience au profit de cette étude.

Table des matières

INTRODUCTION	7
L'AFRIQUE DU SUD : ENTRE PAYS DEVELOPPE ET PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT	9
1) Une transition politique « miraculeuse »	9
2) La situation actuelle	9
EDITION ET POLITIQUE	13
A – Comment le contexte historique a-t-il façonné le lectorat sud-africain d'aujourd'hui ?	13
1) Le système scolaire durant l'apartheid a défavorisé l'émergence d'un lectorat noir	13
2) Un lectorat sud-africain très restreint	14
B – Livres et politique	15
1) Les éditeurs et leur discours	15
2) Le livre, comme vecteur privilégié d'une idéologie politique	16
C – L'implication de l'Etat dans le secteur du livre	17
1) La lutte contre l'illettrisme et le développement d'une culture de la lecture	17
2) La promotion de l'édition en langues indigènes	18
3) La mise en place d'une politique du livre à l'échelle nationale	19
LES GRANDES CARACTERISTIQUES DE L'EDITION SUD-AFRICAINE	21
A – Le paysage éditorial sud-africain	21
1) Un secteur éditorial très concentré	21
2) Les données chiffrées du secteur	22
3) Les deux pôles de l'édition sud-africaine : le livre scolaire et le livre de trade importé	23
4) L'absence de piratage en dehors du domaine scolaire	24
B – Structuration du marché par langues	26
1) Le marché du livre en anglais	26
2) Le marché du livre en Afrikaans	26
3) Le marché du livre en langues noires	28
LA PRODUCTION EDITORIALE	30
A - Les déboires de l'édition scolaire	30
B – La situation du livre universitaire	31
C - Les livres de <i>trade</i>	32
1) Les livres sur l'Afrique du Sud : un secteur en plein essor	32
2) Des ventes de fiction calquées sur le modèle occidental	33
3) La vogue des livres pratiques et de développement personnel	33
4) La situation des livres techniques et professionnels	33
5) Le livre de jeunesse	34

LA DISTRIBUTION	35
A – Des méthodes de promotion « classiques »	35
B – Les ventes en librairie : un nombre d’acteurs restreint	36
1) Deux chaînes de libraires monopolisent la vente au détail	36
2) Prix, ventes et retours	37
C - L’importance des clubs de livres	38
1) Les clubs de livres à la sud-africaine	38
2) Les clubs de livres traditionnels	38
D - Le rôle des bibliothèques	39
E – Le lancement de la foire internationale du livre à Cape Town	41
FRANCE - AFRIQUE DU SUD : PARTENARIATS, ECHANGES ET COOPERATIONS	43
A – Une francophonie à la hausse, des exportations de livres français en berne	43
1) La situation du français en Afrique du Sud	43
2) Les perspectives d’avenir de la francophonie en Afrique du Sud	44
3) Présence française et présence du livre français en Afrique du Sud	45
B – Quelles perspectives pour les échanges de droits ?	48
1) Des possibilités assez limitées	48
2) Le rôle du Bureau du livre et la faiblesse de son activité	50
CONCLUSION	53
BIBLIOGRAPHIE	54
1) Articles sur l’Afrique du Sud	54
2) Articles sur l’édition	54
3) Sites Internet	55
ANNUAIRE	56
1) Groupes et maisons d’édition	56
2) Librairies	64
3) Organismes liés au livre	66

Introduction

Durant près de quarante années d'apartheid, la liberté d'expression a été muselée en Afrique du Sud et toute forme de créativité a été découragée. Ce n'est que dans la « nouvelle » Afrique du Sud – celle de 1994 et de Nelson Mandela – que le livre, en tant que source d'information et de savoir émerge comme vecteur idéal d'une liberté politique, sociale et culturelle recouvrée.

En l'espace d'une dizaine d'années, l'édition sud-africaine a connu un bel essor. C'est aujourd'hui l'une des plus dynamiques du continent et sans doute la plus importante avec un chiffre d'affaires annuel d'1,6 milliard de rands (200 millions d'euros). Elle compte parmi ses auteurs deux prix Nobel – Nadine Gordimer et J.M. Coetzee – ainsi que d'autres romanciers mondialement connus : André Brink, Breyten Breytenbach, Antje Krog...

Les acteurs de l'édition sud-africaine sont aujourd'hui en quête d'une reconnaissance internationale au-delà du cône sud de l'Afrique. Le lancement, en juin 2006, de la foire du livre de Cape Town (en partenariat avec la foire de Francfort) devrait marquer le coup d'envoi de cette ouverture à l'international et faire en même temps, de l'Afrique du Sud, la porte d'entrée vers les éditions du continent africain.

Mais l'Afrique du Sud a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Quelles sont les potentialités de l'édition sud-africaine dans un pays où seuls quatre pour cent de la population sont considérés comme étant des lecteurs réguliers (1,8 million de personnes) ? D'autant que la priorité du gouvernement, durant la dernière décennie, a été de fournir le logement, les soins médicaux et des infrastructures aux communautés historiquement désavantagées, faisant peu de cas du livre, de la politique d'alphabétisation, et de la nécessité de renforcer l'industrie du livre.

Celle-ci ne pourra trouver son plein épanouissement que si quatre défis majeurs – qui la freinent actuellement dans son essor – sont relevés :

- Donner au plus grand nombre les compétences pour lire : c'est-à-dire relever le niveau d'alphabétisation, notamment chez les populations adultes noires.
- Donner également au plus grand nombre la possibilité financière d'acheter des livres (ce qui est aujourd'hui impossible pour toute une partie de la population au regard de la faiblesse de ses revenus).
- Rendre le livre accessible : par le développement du réseau des bibliothèques et une meilleure répartition des librairies sur le territoire.
- Donner enfin, à tous, l'envie de lire ce qui suppose la mise en place d'une culture de la lecture afin de rendre cette activité familière à une majorité.

L'Afrique du Sud : entre pays développé et pays en voie de développement

1) Une transition politique « miraculeuse »

La société sud-africaine a été profondément marquée par la politique de « développement séparé », l'apartheid, entré officiellement en vigueur en 1911 et systématisé après 1948. L'apartheid, qui prétendait assurer aux différents groupes ethniques d'Afrique du Sud (les Blancs, les Noirs, les Métis et les Indiens) une identité et une existence propres au sein de bantoustans était, en réalité, destiné à préserver la suprématie blanche.

L'arrivée du président Frederik De Klerk en 1989, engage l'Afrique du Sud dans une politique de réconciliation nationale après quarante ans de politique ségrégationniste et de discrimination politique, économique, sociale et culturelle à l'égard des Noirs.

Après la victoire de l'ANC et l'élection à la présidence de Nelson Mandela en mai 1994, le nouveau gouvernement se consacre à la reconstruction du pays. L'accession au pouvoir de la majorité noire s'accompagne d'une campagne visant à intégrer des adversaires d'hier, en faisant notamment la lumière sur les crimes commis dans les deux camps durant l'apartheid à travers les auditions d'une Commission vérité et réconciliation (TRC) mise place en 1995.

L'archevêque Desmond Tutu est le moteur de l'action de la TRC. Il n'hésite pas à mêler la pensée traditionnelle noire de l'*ubuntu*¹ aux valeurs chrétiennes de pardon, de repentir et de réconciliation. Cette idéologie conduit à une habile pression auprès des victimes pour qu'elles pardonnent à ceux qui ont commis des crimes à leur encontre, dans la mesure où selon l'idéologie *ubuntu*, ce n'est que par le pardon et par la reconnaissance de l'humanité des tortionnaires que les victimes peuvent recouvrer totalement leur propre humanité.

Onze ans après la fin de l'apartheid, la transition politique opérée en Afrique du Sud est considérée comme un véritable exploit. Même si, comme on l'entend souvent, les bandes du drapeau de la Nation « arc-en-ciel » ne se mélangent pas encore, nul autre pays au monde n'a accompli de changement politique d'une telle envergure en l'espace d'une décennie.

2) La situation actuelle

La situation raciale et linguistique

L'Afrique du Sud compte aujourd'hui 45,7 millions d'habitants dont 79 % de Noirs, 9,6 % de Blancs, 8,9 % de Métis et 2,5 % d'Indiens ou d'Asiatiques².

Dans son article 6, la Constitution de 1997 reconnaît onze langues officielles. Aux deux langues « blanches » que sont l'anglais et l'afrikaans³, la Constitution ajoute neuf langues « noires » ou indigènes de type bantou : le ndébélé, le tsonga, le sepedi, le sotho, le swazi, le tswana, le venda, le xhosa et le zoulou.

¹ Ce mot zoulou, qui n'a pas d'équivalent en français, renvoie aux notions de partage, de respect et d'humanité.

² *Census 2001*, Statistics South Africa, 2003.

³ L'afrikaans est une langue patchwork issue du néerlandais et enrichie d'emprunts au français, à l'allemand, à l'anglais, au malais et aux langues africaines.

Le tableau suivant, qui indique le classement de la population par langue la plus souvent parlée à la maison, montre la relative importance de l'anglais qui n'est utilisé que par 8,2% des foyers sud-africains bien que ce soit la langue du commerce et des affaires.

Classement de la population par langue la plus souvent parlée à la maison (en 2001)⁴

Langue	% de la population
Zoulou	23,8
Xhosa	17,6
Afrikaans	13,3
Sotho	9,4
Anglais	8,2
Tswana	8,2
Sepedi	7,9
Tsonga	4,4
Swazi	2,7
Venda	2,3
Ndébélé	1,6
Autre	0,5

Le géant économique de l'Afrique

La politique de stabilisation économique menée ces dernières années a été unanimement saluée. Avec un faible taux d'inflation, un endettement peu élevé et une monnaie forte, l'Afrique du Sud est le pays leader du continent avec un PIB par habitant de 3674 dollars en 2004 – quand il plafonne à 850 dollars pour la moyenne du continent – une croissance de 3,8% en 2004 et des prévisions de croissance de 4% pour 2005 et 2006.

Mais ces chiffres, aussi bons soient-ils, ne doivent pas masquer les problèmes de répartition du revenu et les graves problèmes de société auxquels est confronté le pays : 20 millions de Noirs vivent en dessous du seuil de pauvreté, le chômage touche 28% de la population active en 2004 et le taux de prévalence du VIH/SIDA est l'un des plus élevés au monde. L'Afrique du Sud est ainsi, en 2004, au 119^e rang mondial sur l'échelle de l'indicateur de développement humain du PNUD, derrière le Nicaragua et devant l'Égypte⁵.

La pauvreté et les inégalités dans la répartition des richesses sont telles en Afrique du Sud, que l'on en vient à parler d'apartheid économique. Bien que le gouvernement ait fait du logement une de ses priorités et qu'il ait construit un

⁴ *Census 2001*, Statistics South Africa, 2003.

⁵ L'indicateur de développement humain est un mode de classement calculé chaque année depuis 1990 par le PNUD afin de déterminer les avancées générales des aspects fondamentaux du développement humain (l'éducation, la santé, le taux de pauvreté, etc.), prenant ainsi en compte des critères plus variés que les seuls indices économiques pour comparer les pays entre eux.

million et demi de maisons en dix ans, sept millions de Sud-Africains vivent encore aujourd'hui dans des bidonvilles ou des « squats ». Et trois ménages sur dix n'ont pas l'électricité et s'éclairent à la bougie. Rappelons aussi que si le pays fait souvent la « Une » de l'actualité en raison de son taux de criminalité record et que si l'insécurité est effectivement une caractéristique des grandes métropoles du pays, les principales victimes des violences sont d'abord les Noirs.

La question sociale continue donc, malgré tout, à recouvrir la « différence » raciale. Même si une portion marginale de la communauté blanche d'Afrique du Sud – qui a vu disparaître les emplois et l'aide sociale que leur apportait le régime de l'apartheid – se paupérise⁶, le niveau de vie des ménages blancs a tendance à s'élever : le nombre des ménages blancs entrant dans la catégorie « haut revenu » a augmenté de 16% depuis la fin de l'apartheid.

Le point important reste néanmoins le développement d'une classe moyenne noire, forte de trois à quatre millions de personnes, qui tire bénéfice des changements de la « nouvelle » Afrique du Sud.

Revenu annuel moyen des ménages par groupes de population en Afrique du Sud⁷.

Revenu annuel		% des ménages			
Rands	Equivalent en €	Noirs	Métis	Indiens	Blancs
pas de revenu		28,7	9,4	6,2	4,4
1 – 9 600	1 – 1 200	30,9	17,2	7,4	4,1
9 601 – 19 200	1 200 – 2 400	17,6	18,8	9,7	5,4
19 201 – 38 400	2 400 – 4 800	12,3	21,5	18,1	10,4
38 401 – 153 600	4 800 – 19 200	9,1	27,9	43,2	43,3
Plus de 153 601	Plus de 19 200	1,4	5,3	15,3	32,4

Si le taux officiel⁸ de chômage est de 28% de la population active (les syndicats l'estiment à 35-40%), sa répartition par groupes de population est fortement inégalitaire. Le chômage touche en effet 34% de la population noire d'Afrique du Sud tandis qu'il n'atteint que 5% des Blancs.

Le ministère de la santé a publié, le 11 juillet 2005⁹, un rapport estimant que de 6,29 à 6,57 millions de personnes sont touchées par le VIH. Ce même rapport indique que le taux d'infection est de près de 40% chez les femmes âgées de 25 à 29 ans. Avec une proportion d'un adulte séropositif sur cinq, l'Afrique du Sud, est le pays qui compte le plus grand nombre de contaminés au monde. Depuis le début de l'épidémie, les pouvoirs publics sont critiqués pour leur incapacité et leur manque de volonté à réagir concrètement, alors même que le pays est en train de s'enfoncer dans la plus grande catastrophe sanitaire de son histoire. Selon le Fonds monétaire international, l'Afrique du Sud pourrait perdre trois points de croissance d'ici à 2015 en raison des coûts liés à la maladie. Malgré les réticences

⁶ Fabienne Pompey, « Le malaise des Blancs dans la nouvelle Afrique du Sud », in *Le Monde*, 31 Mai 2005.

⁷ *Census 2001*, Statistics South Africa, 2003.

⁸ *Labour force survey*, Statistics South Africa, 2004.

⁹ *Le Monde*, 27 juillet 2005.

du président Thabo Mbeki à prendre en compte les dégâts causés par la pandémie, il semble évident que la manière dont sera menée la lutte contre le sida sera déterminante pour l'avenir du pays.

L'Afrique du Sud sur la scène internationale

L'Afrique du Sud a réussi son retour sur la scène internationale où elle défend le multilatéralisme. L'ambition affichée de Thabo Mbeki est de faire de son pays un pont entre le monde développé et le monde en développement. Le secteur privé sud-africain est de plus en plus implanté non seulement en Afrique australe mais aussi sur l'ensemble du continent (notamment dans les domaines de la téléphonie mobile, de la grande distribution, de la production de voitures, des mines, de la télé, etc.). L'Afrique du Sud est devenue un acteur de poids sur la scène africaine et s'est fortement investie dans le règlement des conflits en République démocratique du Congo et au Burundi, ainsi que dans la promotion du Nepad.

Il est parfois reproché au Nepad, cet organe de mise en œuvre du discours de la « renaissance africaine », de servir la tentation impérialiste de l'Afrique du Sud. Dans le même temps, les pays africains, lassés du discours de « l'homme blanc » apprécient qu'il s'agisse d'une initiative africaine pour sauver leur continent.

Edition et politique

A – Comment le contexte historique a-t-il façonné le lectorat sud-africain d’aujourd’hui ?

Des données socio-économiques dures ont configuré la carte du lectorat et donc de l’édition sud-africaine.

1) Le système scolaire durant l’apartheid a défavorisé l’émergence d’un lectorat noir

Le système éducatif durant l’apartheid

C’est dans le domaine de l’éducation que les cicatrices de l’apartheid sont les plus profondes. En effet, le système scolaire, instrumentalisé par le pouvoir en place, visait clairement à exclure socialement et culturellement les élèves noirs pour favoriser les blancs. Cela s’est traduit par une sous-scolarisation des Noirs et par une précarité des conditions dans lesquelles s’effectuait leur passage à l’école engendrant ainsi des générations de non-lecteurs.

Aujourd’hui, même si le taux de scolarisation est de 100% dans le primaire¹⁰, il est encore trop tôt pour en percevoir les résultats tangibles (en termes d’accès à la lecture notamment et de niveau scolaire). En effet, il est probable qu’il faille, à compter d’aujourd’hui, encore 30 ou 40 ans pour remettre à niveau les anciennes écoles noires. C’est un processus de longue haleine car il implique d’améliorer le niveau scolaire des élèves, en leur donnant un minimum de moyens pour y parvenir : électricité dans toutes les écoles, fourniture de matériel scolaire, etc. ; mais il suppose aussi de mettre les enseignants à niveau. En effet, ces passeurs de savoir sont pour beaucoup d’entre eux issus du système scolaire de l’apartheid et n’ont atteint qu’un niveau d’éducation très indigent. Il y a donc un phénomène de génération à passer pour parvenir à une harmonisation des niveaux.

Les chiffres et le taux d’illettrisme.

Comme pour les chiffres du sida, les représentants du gouvernement observent la plus grande discrétion quant à la divulgation du taux d’illettrisme du pays. Selon la vulgate officielle, il y aurait de trois à quatre millions d’illettrés parmi la population âgée de plus de vingt ans. Or tous les professionnels du livre assurent que ces chiffres ne représentent qu’une fourchette basse et que la réalité est bien plus inquiétante. Selon eux, s’il y a effectivement trois millions d’illettrés, il y aurait également de cinq à huit millions de personnes illettrées fonctionnelles, c’est-à-dire incapables de s’adapter correctement aux réalités de la vie moderne en raison de compétences insuffisantes en matière d’écriture et de lecture. Et il y aurait enfin près de dix millions de Sud-Africains « a-llettrés » : c’est-à-dire des personnes qui savent lire mais pour qui la lecture ne fait pas partie de la vie quotidienne. Il est à noter que les populations illettrées sont exclusivement noires ou de couleur, tandis que 65% des Blancs de plus de 20 ans ont fait des études supérieures.

¹⁰ Source: UNICEF, 2005.

2) Un lectorat sud-africain très restreint

Si le retard scolaire accumulé par des générations de Noirs freine considérablement l'essor de l'édition en Afrique du Sud, il n'est hélas pas le seul facteur en cause. La pauvreté, qui touche massivement les populations noires, entrave également le développement de l'édition. Pour de nombreux foyers noirs, le livre est un produit financièrement inabordable. Et quand bien même le serait-il, qu'il resterait physiquement difficilement accessible : la carte de la diffusion du livre est ainsi faite en Afrique du Sud, que les librairies et les bibliothèques se concentrent dans les centres urbains et les banlieues blanches et qu'elles sont pratiquement absentes des zones rurales et des bidonvilles.

Les habitudes de lecture chez les populations noires placent l'Afrique du Sud au rang de pays en voie de développement. L'un des derniers facteurs qui expliquerait peut-être la taille réduite du lectorat noir serait d'origine ethnico-culturelle : les cultures indigènes noires sont des cultures orales (à l'inverse de la culture afrikaner, par exemple, qui reste une culture du Livre). D'autre part, l'apartheid a fortement encouragé le folklore oral par la résistance politique à travers le théâtre et des formes orales de poésie populaire.

L'émergence actuelle d'une classe moyenne noire ou métis laisse présager d'importantes évolutions, mais pour le moment, cette classe moyenne dépense son argent dans les biens d'équipement (télévision, voiture, frigo, etc.).

Il n'existe pas de statistiques officielles ou d'études menées sur les habitudes d'achat de livres et de lecture des Sud-Africains. Les chiffres les plus fréquemment cités indiquent que 4% de la population (soit environ 1,8 million de personnes) achèterait régulièrement des livres et que 10 % de la population aurait un accès régulier aux livres. Les libraires et éditeurs eux, ont généralement une vision beaucoup plus pessimiste et estiment à 500 000 le nombre d'acheteurs réguliers de livres.

Pour eux, le lectorat en Afrique du Sud reste traditionnellement blanc, féminin à 80%, urbain et riche. Ils s'expliquent mal son étroitesse. Plusieurs types d'arguments sont avancés sans qu'aucun n'emporte réellement l'adhésion. On évoque parfois les grosses vagues d'émigration des années 1990 qui auraient fait partir une partie du lectorat traditionnel blanc vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ou les dévaluations successives du rand sud-africain qui rendent les livres importés plus onéreux à l'achat.

Mais les professionnels du livre déplorent par-dessus tout un manque d'intérêt pour le livre – y compris au sein des populations riches et éduquées – au profit d'autres loisirs tels que les sports, le barbecue, et les joies de la vie en plein air. Bien des foyers aisés vivent sans livre dans leurs villas, comme si la lecture impliquait une discipline lassante à la longue. La culture de l'image semble devancer, en Afrique du Sud, celle de l'écrit.

Les premiers acheteurs de livres en Afrique du Sud restent les branches locales du ministère de l'Education des neuf provinces du pays (qui disposent des budgets pour l'approvisionnement des écoles en manuels scolaires). Viennent ensuite les bibliothèques publiques ainsi que les bibliothèques universitaires, le grand public ne représentant, comme on le voit, qu'une petite partie du marché du livre sud-africain.

B – Livres et politique

1) Les éditeurs et leur discours

Dans nul autre pays au monde, la problématique de la question raciale ne semble si claire et si frontale. Ainsi, l'étude sectorielle élaborée par la profession en 2004 (sur des données 2002)¹¹, est composée pour un quart de données sur le livre et pour trois quarts de calculs sur la répartition des postes en fonction de la couleur des gens.

En voici les principaux résultats :

Répartition des employés permanents
(à l'exclusion des employés temporaires et des freelances)

	Employés (en % du total)			
	noirs	métis	indiens	blancs
Direction	25	5	5	65
Éditorial	19	6	3	73
Fabrication	7	21	8	64
Marketing / Promotion	33	13	6	48
Comptabilité	10	43	8	38
Informatique	0	32	9	59
Entrepôt / Magasinage	34	42	2	22
Distribution / Service aux clients	37	28	4	31

Pour la plupart, les dirigeants des maisons d'édition sont blancs et ont entre 40 et 60 ans. Leurs profils sont très variés à l'image de la diversité de l'Afrique du Sud et des dynamiques qui la traversent. Certains patrons de maisons d'édition sont désabusés, d'autres franchement nostalgiques de la période antérieure. À l'inverse, certains affichent un optimisme et une confiance dans les potentialités de leur pays que rien ne pourrait altérer. Ce sont les mêmes qui estiment que, plutôt que de se partager le « gâteau » de l'édition entre Noirs et Blancs, il faut tout mettre en œuvre pour essayer d'en augmenter la taille ensemble.

Les Noirs à la direction de maisons d'édition sont rares. Leurs discours sont plus ou moins nuancés, parfois modérés ou parfois au contraire très vindicatifs. Ils revendiquent une différence à préserver et se replient parfois dans un communautarisme exacerbé qui leur est nécessaire pour se reconstruire.

Il n'est pas exceptionnel de s'entendre expliquer que si l'industrie du livre est faible en Afrique du Sud, c'est parce qu'elle est majoritairement tenue par des Blancs. Elle produit des « *wrong books* », c'est-à-dire des livres qui ne sont pas adaptés au public noir. Et de poursuivre le raisonnement en affirmant que si les Noirs n'achètent pas de livres, ce n'est pas uniquement à cause de problèmes de pauvreté. C'est parce qu'ils sont suspicieux à l'égard des livres qu'on leur propose et qui sont destinés exclusivement à un public blanc.

Un argumentaire du même genre et une diabolisation de l'édition « blanche » sont avancés pour expliquer la crise qu'a connue l'édition scolaire en 1997 : ainsi, ce ne serait pas parce que les budgets du ministère de l'Éducation ont chuté

¹¹ PASA/SABA Snapshot Industry Survey 2002, University of Pretoria, août 2004.

drastiquement cette année-là (provoquant une baisse des achats de manuels scolaires) que les maisons d'édition ont connu de graves difficultés. C'est parce que le *Curriculum* (le programme scolaire) a changé. Avant le *Curriculum* était fait par les Blancs pour les enfants blancs. En 1997, il a été remodelé pour être adapté aux Noirs. Les maisons d'édition qui ont connu des difficultés seraient donc uniquement celles qui n'auraient pas su gérer ce changement et qui auraient voulu continuer à ne s'adresser qu'aux Blancs.

Bien sûr, il est difficile de reprocher aux uns de vouloir réparer les séquelles du traumatisme de l'apartheid et aux autres de manifester des résistances aux changements. Néanmoins un constat s'impose : en Afrique du Sud, l'argument racial, toujours facile, empoisonne bien souvent les débats et il faut poser bien des questions en risquant de n'obtenir que des bribes de réponses, parfois fondées sur des réactions épidermiques.

2) Le livre, comme vecteur privilégié d'une idéologie politique

Dans un pays comme l'Afrique du Sud, l'industrie du livre a fortement été politisée, notamment durant la période de l'apartheid, que ce soit du côté du gouvernement – censure sévère, subvention à l'édition en afrikaans, etc. – ou du côté des *alternative publishers*, ces maisons d'édition « alternatives » qui ont fourni un ballon d'oxygène pendant les années de plomb de l'apartheid.

Des éditeurs indépendants comme *David Philip*, *Ravan Press*, *Skotaville*, *AD Donker*, *Taurus*, ont permis la publication d'auteurs noirs, en particulier ceux censurés pendant les années cinquante et soixante et ont contribué par leurs analyses sociales critiques à s'opposer de manière courageuse au régime de l'apartheid. Aujourd'hui, ces éditeurs de combat peinent à trouver leur voie. La frontière entre leurs publications et celles d'éditeurs généralistes devient de plus en plus poreuse. Ils doivent réinventer leur place d'autant que le support financier international des organisations anti-apartheid dont ils jouissaient auparavant s'est tari.

Dans la « nouvelle » Afrique du Sud post-apartheid, les rapports interraciaux relèvent presque de l'obsession et le thème est traité avec plus ou moins d'objectivité par les éditeurs.

Voici les conclusions d'une étude menée pendant la période de transition de 1990 à 1998 sur les livres pour enfants publiés en Afrique du Sud en anglais et en afrikaans¹² :

- Les grandes villes constituent le cadre privilégié des histoires pour enfants où apparaissent des relations entre Noirs et Blancs. Dans les livres en afrikaans comme dans ceux en anglais, les personnages blancs et noirs visitent les maisons des autres et se déplacent librement dans les zones qui étaient auparavant réservées uniquement aux Blancs ainsi que dans les townships.

¹² Miemi du Plessis, *Race relations in South African youth literature since 1990*, 1999, article disponible sur le site de la *Children's Literature Research Unit* de l'UNISA (Université d'Afrique du Sud), www.childlit.org.za.

- Les relations entre Noirs et Blancs sont évoquées dans 25% des titres en anglais tandis qu'elles ne le sont que dans 9% des titres en afrikaans. La plupart du temps, les personnages noirs (les adultes surtout) sont présentés comme inférieurs et subordonnés aux personnages blancs. Quand les personnages blancs interviennent auprès des noirs, c'est pour améliorer leurs conditions de vie, ce qui donne l'impression que les noirs ne sont pas capables d'y parvenir seuls. Les grands personnages de la littérature de jeunesse en afrikaans sont blancs, tandis que le ratio Noirs/Blancs est plus équilibré dans la littérature en anglais.
- Lorsque le livre parle d'histoires d'amour entre adolescents noirs et blancs, les titres en anglais comme ceux en afrikaans décrivent des relations hétérosexuelles mais leurs issues sont différentes. Elles ont tendance à échouer dans la littérature afrikaner tandis qu'elles se terminent bien dans la littérature en anglais.
- Quand il s'agit de dépeindre les conditions socio-économiques et politiques du pays, les livres de jeunesse en anglais font plus systématiquement référence aux townships que les livres en afrikaans. De même, ils critiquent plus régulièrement l'apartheid, font référence à la culpabilité collective des Blancs et explorent la situation politique actuelle de manière plus rigoureuse que ne le font les livres en afrikaans.

L'étude conclut que la littérature de jeunesse en anglais peut être considérée comme plus innovante que celle en afrikaans et œuvre plus pour le processus de réconciliation et de reconstruction de l'Afrique du Sud que ne le fait la littérature de jeunesse en afrikaans.

C – L'implication de l'Etat dans le secteur du livre

1) La lutte contre l'illettrisme et le développement d'une culture de la lecture

Le premier challenge que s'est fixé le gouvernement en matière d'éducation est de baisser le taux d'illettrisme dans le pays et particulièrement dans les zones rurales. Kader Asmal, le charismatique ancien ministre de l'Education avait œuvré en ce sens¹³ durant toute la durée de son mandat, en créant au sein de son ministère le *Masifunde Sonke*.

Ce relais de l'action gouvernementale qui a vu le jour en décembre 2000 a pour mission de mener des actions de promotion de la lecture. Ainsi, par exemple, en 2001, la foire internationale du livre de Harare avait lancé une liste des 100 meilleurs livres africains du XX^e siècle. Le *Masifunde Sonke* a sélectionné 40 titres parmi eux (dont 19 écrits par des auteurs sud-africains) et les a distribués dans toutes les écoles du pays. Ce projet avait pour but de disséminer le plus largement possible des titres africains et d'encourager les écoles à se constituer un fonds de livres et de lecture. Cinq ans après sa création, le *Masifunde Sonke* est régulièrement critiqué pour son manque d'efficacité ; on lui reproche de ne prendre que des mesures très superficielles alors que l'illettrisme est un problème de fond qu'il faut traiter avec les moyens appropriés.

¹³ "I am convinced that the eradication of illiteracy is one of the most important tasks facing us today. The achievement of this goal is vital to the transformation of our society as a whole, and crucial to the realisation of the potential of so many individuals at present locked into a prison of illiteracy". Kader Asmal, Minister of Education, International Literacy Day, 8th September 1999.

Autre réalisation du gouvernement, le *Centre for the Book*, quant à lui dépend de la Bibliothèque nationale. Financé par le *Department of Art and Culture* (DAC) et par des mécènes et des bailleurs de fonds il est situé au Cap, dans les locaux de la Bibliothèque nationale. Ses objectifs sont de promouvoir une culture de la lecture qui passe notamment par l'aide aux auteurs et écrivains sud-africains. Mais son action se concrétise également dans la volonté de rendre le livre accessible au plus grand nombre avec par exemple la coordination de la journée du livre, la « *World Book Day* » le 23 avril.

Son plus gros projet (en termes de budget) est le *First Words Prints* : il s'agit de la création d'une série de huit livres pour enfants, publiés en partenariat avec des éditeurs sud-africains. Ces livres, écrits par des auteurs sud-africains dans les langues indigènes, ont été distribués au sein des communautés historiquement défavorisées¹⁴ auprès de 40 000 familles. Après enquête, il semble que pour la majorité des familles, c'était la première fois que des livres entraient dans leur foyer. Ceux-ci avaient l'avantage d'être écrits dans leur langue et d'être contextualisés. Fort du succès rencontré par cette initiative, le *Centre for the Book* est en train de produire la seconde série. Une vidéo dans les neuf langues bantoues a aussi été créée, qui explique l'importance des livres dans l'éducation des enfants. Ces vidéos sont diffusées dans les écoles qui ont de l'électricité et qui invitent les parents à cette occasion.

En plus des interventions étatiques, de nombreuses ONG sont également impliquées dans la lutte contre l'illettrisme. L'organisation non-gouvernementale *READ Educational Trust* met en place des projets comme le *Rally to READ* (ce projet, sponsorisé par un constructeur automobile, apporte des livres dans les écoles des zones rurales qui ne sont accessibles qu'en 4x4) ou le *READATHON*. Mais l'on peut citer également le *New Readers Project* qui est un projet éditorial mené par l'université du KwaZulu-Natal pour le développement de la lecture chez les adultes récemment alphabétisés. Ou encore *Prolit* (qui développe plusieurs projets d'alphabétisation en zones rurales) ou *Love to read* pour éveiller les enfants à la lecture dès la maternelle, etc.

D'autres initiatives ont également eu lieu pour amener des livres dans les zones où il n'y en a jamais eu, comme dans les townships, par exemple. Ces tentatives se sont souvent soldées par un échec car elles négligeaient la première étape du processus qui consiste à faire accepter, par les populations concernées, le livre comme un produit de la vie de tous les jours.

2) La promotion de l'édition en langues indigènes

Le second objectif déclaré du gouvernement en matière d'édition est – dans la lignée de la « renaissance africaine », ce nouvel idéal officiel, défendu avec ardeur par le président Thabo Mbeki – de promouvoir une écriture noire sud-africaine.

Cesser le diktat d'une édition faite pour les Blancs et par des Blancs (qu'ils soient Sud-Africains ou étrangers), tel est le leitmotiv de toutes les instances officielles. Toutes soulignent la nécessité de faire émerger et de faire connaître les auteurs noirs. Selon elles, c'est avec des livres africains, écrits par des auteurs africains

¹⁴ Il s'agit de la dénomination politiquement correcte des communautés noires.

que l'édition prendra son véritable essor et trouvera son public. Il est vrai, par exemple, que si dans le livre de jeunesse, la tendance, depuis 1994, est aux histoires d'amitié multiraciales, les auteurs, eux, sont toujours majoritairement blancs. En règle générale et quel que soit le domaine éditorial, les auteurs et illustrateurs en Afrique du Sud sont majoritairement blancs. Les trop rares écrivains noirs sont généralement pauvres et ne peuvent pas vivre de leur plume.

L'un des projets phares du *Centre for the Book* est le *Community Publishing Project*. Ce projet, sponsorisé par la maison d'édition *NB Publishers* du Cap, a été lancé en août 2001. Il donne la possibilité à un individu d'une communauté historiquement défavorisée de publier son livre. Il a pour but de faire émerger des voix qui seraient sans doute restées inconnues si le manuscrit avait été envoyé à un éditeur traditionnel soumis à des impératifs d'ordre commerciaux.

Fort des dix premiers titres publiés et du parcours des premiers lauréats, le *Centre for the Book* a publié un guide s'intitulant « Comment être publié, comment s'auto-publier » en Afrique du Sud. Ce guide d'une cinquantaine de pages, sponsorisé par de grands éditeurs sud-africains, se veut une aide aux auteurs qui démarrent. Il contribue à la mission de conseil aux auteurs du *Centre for the Book* qui organise également des ateliers de formation à l'écriture et des séminaires.

3) La mise en place d'une politique du livre à l'échelle nationale

Créé en 1998, le *Print Industries Cluster Council* (PICC) est une association à but non lucratif réunissant les représentants des industries du papier, de l'imprimerie, de l'édition et de la librairie. Fondé sur un partenariat public-privé, le PICC est financé à la fois par les pouvoirs publics (le DAC) et par les industries concernées dans le but de promouvoir et développer la consommation de livres et de médias imprimés dans le pays. Le PICC compte également parmi ses membres associés le *Centre for the Book* ainsi que l'association des bibliothèques d'Afrique du Sud (*Library and Information Association of South Africa - LIASA*).

Le PICC organise la réflexion entre les partenaires du secteur et encadre les négociations entre industries et gouvernement. Son objectif est la mise en place d'une politique du livre à l'échelle nationale. Il fonctionne aujourd'hui avec deux salariés à plein temps et compte quatorze membres dans son Comité exécutif.

Sa première réalisation concrète est la production de statistiques en partenariat avec l'Université de Pretoria¹⁵. Un de ses autres grands thèmes de travail est celui de la baisse de la TVA. En effet, le taux de TVA de 14% (y compris dans le scolaire – ce qui rend les manuels scolaires sud-africains les plus chers d'Afrique) est perçu par de nombreux acteurs de la chaîne du livre comme trop élevé compte-tenu du pouvoir d'achat des Sud-Africains sur ce type de biens. Les questions de droit d'auteur sont également au cœur de la réflexion du PICC, qu'il s'agisse de contrer les effets dévastateurs du photocopillage dans le scolaire et l'universitaire, ou de gérer les relations tendues entre éditeurs universitaires et bibliothèques sur les problématiques de l'édition numérique.

¹⁵ Le département *Publishing Studies* de l'Université de Pretoria propose un programme de formation aux métiers de l'édition qui compte aujourd'hui 150 étudiants. Les industries du livre ont passé un contrat avec ce département pour la réalisation d'une étude sur le secteur du livre (édition et librairie) et pour la création d'une base de données et de statistiques sur ce secteur.

Le PICC cherche également à développer le BEE – *Black Economic Empowerment* (promotion économique des Noirs) – dans les maisons d'édition. Le BEE est l'une des mesures politico-économiques phare de ces dix dernières années. Créé à la fin de l'apartheid, il a pour dessein de favoriser l'émergence d'une classe d'hommes d'affaires noirs et de desserrer l'emprise des Blancs sur l'économie sud-africaine. Aujourd'hui, les entreprises issues du BEE, bénéficiaires de prix bas pour l'acquisition d'actions, de crédits publics et de soutiens logistiques de l'Etat sont présentes dans la plupart des secteurs d'activité de l'économie, à l'instar du géant des médias *Johnnic* qui détient, entre autres, le groupe d'édition *Struik* ainsi que la chaîne de librairies *Exclusive Books*. La *BEE Commission* prévoit que d'ici à 2012, 25% des actions de la bourse de Johannesburg seront détenues par des Noirs et 40% des PDG de ces entreprises cotées seront noirs.

Ce système soulève aujourd'hui des critiques. En effet, on constate, à l'usage, que beaucoup d'anciens militants politiques de l'ANC ont été du jour au lendemain convertis en hommes d'affaires. Or, sans formation adéquate, ils n'ont pas su gérer les entreprises qui leur étaient confiées et nombre d'entre elles ont dû se retirer de la bourse, pour cause de mauvais résultats. D'autre part, ce système aurait contribué à créer une classe d'apparatchiks noirs, au lieu de bénéficier à l'ensemble de la population noire.

En sus du BEE qui concerne le domaine de la capitalisation boursière, l'Afrique du Sud a également mis en place un programme d'*affirmative action* (discrimination positive) favorisant l'embauche des Noirs dans les entreprises. Dans le secteur de l'édition, l'*affirmative action* se concrétise surtout par des programmes de formation d'éditeurs.

Les grandes caractéristiques de l'édition sud-africaine

A – Le paysage éditorial sud-africain

1) Un secteur éditorial très concentré

Aujourd'hui, l'association des éditeurs sud-africains (PASA - *Publishers' Association of South Africa*) compte 125 membres – organisations commerciales, presses universitaires, ONG, auto-éditeurs importateurs et distributeurs compris. Le PASA divise schématiquement ses membres en trois catégories : les grands éditeurs au nombre de 12, les éditeurs moyens au nombre de 7, tous les autres sont considérés comme de petits éditeurs.

Il est couramment admis que l'industrie éditoriale emploie de 1 500 à 2 000 personnes à plein temps et fait appel à autant de freelances. Ce sont également 11 546 auteurs qui contribuent au développement du secteur et qui ont reçu R137 millions (€17,1 millions) de droits d'auteurs en 2003¹⁶.

L'édition sud-africaine se concentre au Cap, sauf pour les importateurs internationaux qui ont leur siège à Johannesburg (*Random House, Penguin, Jonathan Ball*, etc.). L'importance du Cap dans le domaine de l'édition relève de facteurs historiques : le papier, importé à l'origine, arrivait par le port du Cap. Imprimeurs et éditeurs se sont donc installés à proximité de leur matière première développant ainsi toute l'infrastructure liée au livre. Les plus grands éditeurs scolaires se trouvent au Cap (*Maskew Miller Longman, Nasou Via Afrika, OUP*), tout comme les éditeurs universitaires et ceux de trade¹⁷ (*Struik, NB Publishers, New Africa Books*). Le plus gros distributeur de livres, *Booksite Africa* a également structuré son réseau à partir du Cap où sont produits près de 70% des titres publiés en Afrique du Sud.

L'édition sud-africaine a connu de profonds bouleversements ces dernières années. Historiquement, ce sont des maisons d'édition étrangères qui ont investi le territoire sud-africain pour y créer un dense réseau d'intérêts multinationaux. Durant la période de l'apartheid, de grandes maisons d'édition locales (détenues dans un premier temps par des Afrikaners) ont émergé. Elles jouissaient d'un statut particulier notamment dans le domaine du scolaire où elles avaient un quasi-monopole, dépassant ainsi, en termes de chiffre d'affaires et de pouvoir économique, les multinationales installées en Afrique du Sud.

En 1997-1998, l'Etat a gelé 85% de ses dépenses destinées à l'achat de manuels scolaires¹⁸. Cette chute des dépenses a modifié en profondeur le paysage éditorial sud-africain car elle a provoqué la faillite de certaines maisons, des fusions et acquisitions en cascade et d'importantes difficultés pour l'ensemble du secteur. De forts mouvements de concentration en ont découlé, à tel point qu'il y a moins

¹⁶ *PASA/SABA Snapshot Industry Survey 2003*, University of Pretoria, août 2005.

¹⁷ *Trade book* : ouvrage d'intérêt général, diffusé par les circuits traditionnels (librairies). La dénomination « éditeur de trade » ou « livre de trade » – qui est celle employée en Afrique du Sud pour faire la différence avec le livre scolaire ou universitaire – sera désormais utilisée tout au long de l'étude.

¹⁸ Afin de niveler la rémunération des enseignants de l'Education nationale (les salaires différaient sous l'apartheid, en fonction de l'appartenance raciale de chacun), le gouvernement a rapidement consacré l'essentiel de son budget à cette transformation au détriment de l'achat de manuels scolaires.

de diversité dans l'édition (au niveau de l'actionnariat) aujourd'hui que durant l'apartheid. Il n'est pas rare que des éditeurs, concurrents dans le passé, soient maintenant réunis au sein d'un même groupe. L'anglais étant devenu la lingua franca du pays, il a également été nécessaire, notamment pour les maisons d'édition dont le fonds de commerce était en afrikaans, de se regrouper au sein d'une même structure.

La crise du scolaire a agi comme un catalyseur qui a fait prendre conscience aux éditeurs de leur fragilité et de leur dépendance face au scolaire ; elle leur a aussi permis, de mettre à plat leurs bases de travail et de redynamiser leurs programmes éditoriaux. En effet, les éditeurs locaux ont toujours financé leurs publications de littérature générale – non rentables – par leurs revenus tirés du scolaire. Avec la baisse de ces revenus, ils ont été obligés d'être plus à l'écoute de leur marché, d'être attentifs à la demande et d'améliorer leur politique marketing.

2) Les données chiffrées du secteur¹⁹

En 2003, le chiffre d'affaires de l'édition en Afrique du Sud est estimé à R1,6 milliard (€200 millions). Comparée au reste du continent, l'édition sud-africaine fait figure de poids lourd. Mais lorsque l'on retire le livre scolaire de l'équation, elle retrouve des dimensions très moyennes où les économies d'échelle sont difficiles à atteindre et où les coûts unitaires de production sont élevés. En effet, on évalue à environ 63% la part de l'édition scolaire et universitaire dans le chiffre d'affaires total de l'édition.

En 2003, 9 880 titres ont été publiés en Afrique du Sud dont 5 061 nouveautés et rééditions, et 4 819 réimpressions.

En dehors du livre scolaire, les tirages moyens en Afrique du Sud sont relativement faibles. Mis à part les succès mondiaux comme *Harry Potter* (140 000 exemplaires vendus) et le *Da Vinci Code* (100 000 exemplaires vendus), les éditeurs s'estiment très satisfaits quand ils vendent 3 000 exemplaires d'une nouveauté en fiction. 10 000 exemplaires vendus sont synonymes d'excellente vente. En moyenne, on parle de « bonnes ventes » à partir de : 300 à 500 exemplaires pour un livre de jeunesse, 6 000 exemplaires pour un livre de poche en fiction et 10 000 pour un livre de poche en non-fiction

La remise distributeur est de l'ordre de 38 à 45% pour les livres de trade. Pour *CNA* et *Exclusive Books*, les deux grandes chaînes de librairies du pays, les remises sont plutôt de l'ordre de 40 à 50%. La remise distributeur est de 30% dans le scolaire.

Les droits d'auteurs sont en moyenne de 7 à 9% du prix public hors taxe.

La marge nette de l'éditeur est de l'ordre de 12 à 15% dans le scolaire et de 5 à 8% dans le domaine du trade.

Il n'y a pas de prix unique du livre en Afrique du Sud. Le prix de vente est généralement celui conseillé par l'éditeur. Les livres vendus par les clubs de livre sont de 15 à 30% moins chers que le prix éditeur.

¹⁹ *PASA/SABA Snapshot Industry Survey 2003*, University of Pretoria, août 2005.

Le prix moyen d'un livre de jeunesse est d'environ R70 (€8,75). Celui d'un livre universitaire, technique ou professionnel est d'environ R200 (€25) pour un titre produit localement et du double pour un livre importé. Les livres de fiction se vendent en moyenne à R95 (€12) quand il s'agit d'un best-seller et à environ R130 (€16) pour les nouveautés. Quant aux livres de non-fiction, leur prix varie généralement de R150 à R250 (€19 à €31) selon qu'ils sont importés ou pas.

La volatilité du rand qui fait fluctuer les taux de change, le taux de TVA de 14% et le surcoût de 10 à 13% pour les frais de transport, augmentent de manière significative le prix de vente des livres importés. Pourtant, aucun des grands importateurs internationaux ne s'est lancé dans l'achat de licences pour une publication exclusive en Afrique du Sud (comme le fait l'Inde, par exemple, où les best-sellers des maisons anglo-saxonnes sont reproduits sur place pour être vendus à un prix indien).

Tous les dirigeants de maisons d'édition le confirment : à l'heure actuelle, en Afrique du Sud, la demande est inélastique au prix. L'augmentation du prix d'un livre n'est même pas un facteur discriminant pour les lecteurs habituels qui ne modifieront que très peu leurs habitudes d'achat.

La taille restreinte du lectorat blanc ne se résume donc pas à une problématique de pouvoir d'achat mais se rapporte bien à une question de culture. Alors que les dépenses en produits culturels et de loisir comme les CD audio et les DVD de films sont en constante croissance, le livre n'est apparemment pas un produit attractif en Afrique du Sud.

3) Les deux pôles de l'édition sud-africaine : le livre scolaire et le livre de trade importé

Près de 60% des livres consommés en Afrique du Sud sont produits localement. Mais attention, les apparences sont trompeuses. Le pays est nettement moins indépendant, dans son offre éditoriale, que ce pourcentage ne le laisse penser. En effet, le scolaire, qui représente 63% du chiffre d'affaires de l'édition sud-africaine est entièrement produit en Afrique du Sud. Tandis que le livre de trade, c'est-à-dire celui qui est commercialisé en librairie, est majoritairement importé.

Production totale de livres en Afrique du Sud²⁰

	CA par secteurs (en millions de rands)	CA par secteurs (en % du total)	Part des livres produits localement
Scolaire	886 872 775	55,1 %	90 %
Universitaire	119 793 137	7,5 %	63 %
Trade	602 684 319	37,4 %	45 %
Total	1 609 350 231	100%	

²⁰ PASA/SABA Snapshot Industry Survey 2003, University of Pretoria, août 2005.

90% des livres scolaires vendus en Afrique du Sud sont produits localement. Cela peut paraître évident puisque les manuels sont calqués sur les programmes scolaires spécifiques à l'Afrique du Sud. Néanmoins, cette situation contraste avec d'autres pays africains, actuellement dans l'incapacité de produire leurs propres manuels scolaires et qui dépendent des importations.

Maskew Miller Longman (MML), Nasou Via Afrika, Macmillan South Africa, Oxford University Press, Shuter & Shuter, Heinemann et *Juta* (sous sa marque *Gariiep*) sont les leaders du marché. On estime que MML détient environ 25% de parts de marché.

Le marché du trade est dominé, quant à lui, par les importations. On considère que les importations représentent de 30 à 35% des livres de non-fiction, de 65 à 70% des livres de fiction et de plus de 90% des livres de jeunesse.

Le secteur du livre de trade est très concentré. Cinq groupes détiennent 80% du marché du livre de trade. Il s'agit de *Pan Macmillan, Random House, Penguin, Via Afrika* et *Struik*.

Le marché est largement dominé par les filiales de sociétés multinationales (*Pan Macmillan, Random House* et *Penguin*) qui exercent une activité quasi-exclusive d'agents importateurs depuis la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure depuis les Etats-Unis.

En dépit de cela, l'édition locale a récemment connu un essor important grâce notamment à des taux de change qui ont augmenté la cherté des importations. Aujourd'hui 42% du marché du livre de trade sont détenus par des éditeurs locaux. Parmi eux, les deux plus grands sont le groupe *Struik* (leader dans la production de beaux-livres, ce groupe a également un fort potentiel à l'exportation) et les marques dans le giron de la filiale *NB Publishers* du groupe *Via Afrika* (*Kwela, Tafelberg, Human & Rousseau, etc.*).

D'autres éditeurs indépendants ou semi-indépendants comme *David Philip* et *Spearhead* (qui appartiennent à *New Africa Books*), *Jacana, Double Storey* (une marque du groupe *Juta*) jouent un rôle plus secondaire dans le domaine du trade.

Mis à part le groupe *Struik*, tous les éditeurs locaux de trade, pour être viables économiquement, s'appuient sur des structures spécialisées dans le scolaire.

David Philip, Spearhead survivent grâce au département scolaire de *New Africa Books* (*New Africa Educational Publishing*).

La maison d'édition *Double Storey* n'existerait pas si elle ne s'appuyait sur l'un des plus grands éditeurs universitaires de droit (*Juta*). Il est en de même pour le groupe *Via Afrika* dont l'activité et le chiffre d'affaires réalisé dans le scolaire permettent de soutenir les marques de trade.

4) L'absence de piratage en dehors du domaine scolaire

Le secteur de l'édition en Afrique du Sud est protégé par le Copyright Act (Act n°98 de 1978).

Le piratage est un fléau qui touche principalement le domaine du livre scolaire. On entend souvent dire que les écoles sud-africaines dépensent plus d'argent en photocopies qu'en achats de livres et que dans certaines écoles, la norme est d'avoir un manuel pour quatre élèves.

Les éditeurs sont souvent pris en tenaille entre le désir de lutter contre le piratage et leur devoir éthique. En effet, il leur devient parfois difficile de blâmer les professeurs qui utilisent des photocopies sachant que beaucoup d'écoles du pays manquent de tout. D'autant que pour l'heure, le discours officiel insiste sur le fait que l'éducation des enfants doit primer sur les considérations de commerce et de profit. Quoiqu'il en soit, les éditeurs scolaires partagent le même discours : leurs ouvrages sont, certes, piratés mais cela ne les empêche pas de « survivre ».

Depuis quelques années, le photocopillage s'intensifie dans le secteur de l'édition universitaire. Des « packs » de cours constitués d'une compilation d'extraits de plusieurs livres ou manuels photocopiés fleurissent sur les campus. Ils sont d'ailleurs considérés par les enseignants plus comme des cas de force majeure (pour des étudiants qui ne pourraient, de toutes les manières, pas s'acheter un manuel), que comme des violations flagrantes du droit d'auteur. Pour autant, l'Afrique du Sud n'en est pas au stade de certains pays du reste du continent (comme le Nigeria par exemple), où l'on trouve systématiquement une kyrielle de boutiques de photocopieurs à la sortie des universités.

Le secteur des livres de trade n'est pas piraté. Pour les éditeurs, ce serait presque bon signe pour l'économie du livre si ceux-ci étaient piratés : cela signifierait que le lectorat augmente.

B – Structuration du marché par langues

Répartition par langues des titres publiés en 1998²¹

Afrikaans	23%
Anglais	65%
Langues africaines	13%
Total	100%

Comme on le constate rapidement, le pourcentage de titres publiés en anglais (65% de la production totale) ne correspond en rien au pourcentage de personnes utilisant régulièrement l'anglais comme langue d'usage au sein de leur foyer (8,2%).

1) Le marché du livre en anglais

Les principales maisons pourvoyeuses de livres en anglais sont les grands importateurs. Cependant, en raison de l'effritement de leurs parts de marché dû à la hausse du prix des importations, ils développent de plus en plus leur propre catalogue. *Penguin* a désormais une unité éditoriale indépendante à Johannesburg, *Pan Macmillan* a développé sa propre collection africaine « Picador Africa » ainsi qu'une nouvelle collection « Giraffe Books », et *Random House* a lancé, en juillet dernier, sa marque locale de fiction et non fiction d'auteurs sud-africains « Umuzi ».

Les catalogues en anglais des éditeurs sud-africains ne sont, en revanche, toujours pas suffisamment attractifs pour les auteurs connus. C'est pour des considérations financières que des auteurs comme Nadine Gordimer, André Brink, J.M. Coetzee publient d'abord à l'étranger – pour la plupart à Londres, chez *Penguin* avant d'être publiés en Afrique du Sud.

80% des livres en anglais sont distribués à Johannesburg, au Cap et à Durban. À la clientèle sud-africaine habituelle, il faut ajouter un important contingent de touristes.

2) Le marché du livre en Afrikaans

La production en afrikaans a commencé à décliner numériquement à partir de 1995 car elle n'était plus ni politiquement ni institutionnellement protégée et privilégiée comme elle pouvait l'être auparavant.

²¹ Francis Galloway, « Statistical Trends in South African Book Publishing during the 1990s », in *Alternation*, n° 9,1, Durban, 2002, pages 204-225. Francis Galloway s'appuie sur les seules statistiques disponibles en 2002, évaluées à partir du nombre de numéros d'ISBN déposés à la Bibliothèque nationale.

Nombre de titres produits en afrikaans entre 1990 et 2000²²

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
321	263	316	326	328	385	348	265	309	290	296

Au moment de la transition politique de 1994, le public acheteur de livres en afrikaans a pris conscience que la langue et la culture afrikaner risquaient d'être marginalisées, comme l'avaient été les chaînes de télévision en afrikaans à partir de 1992. Les lecteurs de livres en afrikaans ont donc changé leur comportement en achetant plus de livres (entraînant dans le même temps une hausse de la production de titres). C'est ainsi que s'explique le pic de production de 1995.

La fin de l'apartheid a eu un effet dévastateur sur l'ensemble des maisons afrikaners²³.

Aujourd'hui, la production de fiction en afrikaans est dominée par le groupe de média *Naspers*, dont la branche livre *Via Afrika* a essuyé un revers sévère durant la crise de l'édition scolaire. Le groupe a dû subir un processus de restructuration afin de reconsolider ses comptes : toutes les anciennes maisons d'édition indépendantes *Human & Rousseau*, *Tafelberg*, *Kwela Books* et *Quellerie* ont été regroupées en 2001 afin de devenir les marques d'une unique maison dénommée *NB Publishers*. Durant cette période de consolidation, la production de fiction de petites marques comme *Homerus* (avec une ligne éditoriale dédiée à la littérature homosexuelle), ou celle de *Van Schaik* a été arrêtée.

Le principal éditeur indépendant en afrikaans est la maison d'édition *Protea Book House*. La vitalité de sa production en fait l'unique concurrent de taille du groupe *Via Afrika*.

Mis à part les maisons de l'écurie *Via Afrika* et *Protea*, les autres maisons d'édition de livres en afrikaans sont de taille bien moindre, quand elles n'ont pas tout simplement disparu.

Ce fut le cas du catalogue de fiction d'éditeurs indépendants comme *Benedic*, *Makro*, *Daan Retief* et *Knowledge Unilimited* qui était spécialisé dans le domaine des romances à l'eau de rose et était vendu exclusivement aux bibliothèques publiques. Le changement dans la politique d'acquisition de ces dernières (avec une chute brutale des commandes) a obligé ces éditeurs à déposer le bilan.

L'éditeur indépendant *J.P. van der Walt & Seun* (spécialisé en fiction populaire) a réussi à survivre grâce à son réseau de cinq clubs de livres. Il a également été soulagé des contraintes financières qui pesaient sur lui lors de son achat par la *Afrikaans Language and Culture Association* et a changé de nom en 2000 pour s'appeler *Lapa Publishers*.

Une poignée de nouveaux petits éditeurs indépendants a cependant vu le jour au début des années 2000. C'est le cas, par exemple de l'éditeur *Praag*, qui se positionne sur un marché de niche : celui de la défense de l'ordre ancien.

L'afrikaans est la troisième langue la plus fréquemment utilisée au sein des foyers sud-africains. Elle est parlée par six millions de personnes mais c'est surtout la

²² Francis Galloway et Rudi MR Venter, "A research framework to map the transition of the South African book publishing industry", in *Publishing Research Quarterly*, Hiver 2005, pages 52-70.

²³ *Idem* note précédente.

langue de 79% de la population Métis (soit 3,22 millions de personnes), de 59% des Blancs (2,54 millions de personnes), de 1,7% des Indiens et de 0,7% des Noirs²⁴.

Deux lectorats de livres en afrikaans coexistent en Afrique du Sud. D'une part, un lectorat traditionnel blanc afrikaner, et d'autre part, un lectorat métis majoritairement issu du Cap. Les Afrikaners appartiennent aux classes moyennes à supérieures. Ils ont tous un niveau d'étude élevé et lisent, en général, aussi bien l'anglais que l'afrikaans. Les Métis du Cap appartiennent aux classes populaires. Ils représentent un lectorat numériquement important souvent friand de littérature populaire (romans à l'eau de rose, etc.)

3) Le marché du livre en langues noires

Répartition par langues bantoues des titres publiés en 1998²⁵

Xhosa	24%
Zoulou	22%
Sepedi	14%
Tswana	13%
Sotho	13%
Venda	7%
Tsonga	4%
Ndebélé	1%
Swazi	1%
Total	100%

Dans le domaine éditorial, les deux grandes langues à succès sont le Xhosa et le Zoulou, qui sont également les deux langues les plus fréquemment employées par la population (respectivement 17,6% et 23,8% des foyers sud-africains).

L'édition en langues bantoues concerne majoritairement les titres du scolaire. Le livre de trade en langues bantoues est pratiquement inexistant sur le marché sud-africain exception faite du livre de jeunesse et pour adolescents.

Le gouvernement investit énormément dans la promotion des langues noires au sein du cursus scolaire. À l'école, les élèves doivent obligatoirement recevoir le corpus d'enseignements suivants :

- Apprentissage de deux langues
- Mathématiques et littérature
- Education civique (« life skills »)
- Trois autres sujets au choix

²⁴ *Census 2001*, Statistics South Africa, 2003.

²⁵ Francis Galloway, « Statistical Trends in South African Book Publishing during the 1990s », in *Alternation*, n° 9,1, Durban, 2002, pages 204-225.

L'enfant étant en principe alphabétisé dans sa langue maternelle, les possibilités pour les éditeurs en langues noires sont donc, en théorie, immenses. Mais la réalité est tout autre. En effet, les parents ne sont pas obligés d'envoyer leurs enfants dans les écoles enseignant une langue bantoue. Ils peuvent choisir une école dont la langue d'enseignement est l'anglais ou l'afrikaans. De nombreuses études montrent que les parents appartenant aux classes défavorisées préfèrent que leurs enfants soient éduqués en anglais car c'est la langue qui leur permettra de sortir des townships et d'avoir accès au marché du travail. Quant à la classe moyenne émergente noire elle choisit également d'éduquer ses enfants en anglais.

La situation est identique concernant le livre de trade, en particulier dans le secteur de la jeunesse. La croissance du marché en langues noires – que beaucoup avaient anticipé à la fin de l'apartheid – n'a pas eu lieu. C'est à cause de l'étroitesse du marché que *Songololo Books* – la marque lancée en 1992 par *David Philip* – n'a publié aucune nouveauté ces trois dernières années. Il est de même pour la collection jeunesse de *Kwela* qui s'est arrêtée faute de marché suffisant.

Aujourd'hui, les histoires pour enfants écrites en langues noires n'intéressent qu'une marge restreinte de parents aisés et suffisamment militants pour se soucier de la prise de conscience de leurs enfants. À moyen ou long terme, le marché des livres en langues bantoues est cependant amené à évoluer. Les bibliothèques, qui concentrent de plus en plus leurs achats sur les livres en langues indigènes, pourront jouer un rôle moteur dans cette évolution (dès que leurs budgets, drastiquement réduits ces dernières années, seront renfloués).

La production éditoriale

A - Les déboires de l'édition scolaire

Le *Curriculum* 2005, qui définit les programmes scolaires de chaque classe d'âge, a été mis en application en 1998. Il avait pour objectif de mettre fin au système d'éducation de l'apartheid qui dévaluait l'enseignement donné aux Noirs. Fondé sur les valeurs d'équité et de justice sociale prônées par la Constitution, son ambition est de créer un nouveau sens de la citoyenneté chez les apprenants en développant leur sens critique, leurs capacités d'analyse et leur créativité. La pédagogie du *Curriculum* 2005 repose sur le système d'*Outcomes Based Education* (OBE), ou éducation par objectifs. Ce système d'OBE abandonne le principe de la pédagogie traditionnelle où l'élève reçoit le savoir par l'enseignant et le manuel, pour un système où l'élève est autonome et devient le moteur de son apprentissage. L'OBE prévoit également de remplacer graduellement le manuel par des systèmes modernes comme l'Internet, les CD et l'informatique.

Ce changement a nécessité une refonte totale des manuels scolaires et a contribué à la crise de l'édition scolaire : au moment même où les éditeurs scolaires devaient investir lourdement pour s'adapter aux nouveaux programmes, l'Etat a gelé 85% de ses dépenses en manuels scolaires.

D'autre part, l'OBE a été extrêmement critiqué à la fois par les enseignants et par les éditeurs. Par les enseignants, d'abord, qui ont reproché à ce système – où l'échange oral domine la structure du cours – de n'être possible et efficace que dans des classes à petits effectifs. Par les éditeurs ensuite, qui lui ont reproché de dévaloriser la place du manuel dans le parcours d'apprentissage de l'élève.

Le manque de recul ne permet pas encore de mesurer les succès et échecs de l'OBE en toute objectivité. C'est sans doute un bon système mais peut-être a-t-il été mis en place de façon trop prématurée dans un pays en voie de développement comme l'est encore l'Afrique du Sud au niveau de son système scolaire²⁶. Quoiqu'il en soit, sous la pression des enseignants, le gouvernement a fait machine arrière sur certains aspects de l'OBE et a introduit une version révisée du *Curriculum* qui devra être mise en place d'ici 2008.

Ce nouveau changement dans les programmes scolaires nécessite des investissements très lourds pour les éditeurs qui doivent refondre leurs manuels. Cela risque d'aboutir à une concentration encore plus forte de marché (où les barrières à l'entrée sont déjà hautes), les petits éditeurs n'ayant ni la capacité de produire de nouveaux manuels ni les moyens de les promouvoir face aux géants du secteur.

Cela est d'autant plus difficile pour la profession dans son ensemble qu'on ne retrouve pas, en Afrique du Sud, les tirages importants et les économies d'échelle qui caractérisent l'édition scolaire. En effet, chacune des neuf provinces établit sa propre liste de manuels, libre aux écoles, ensuite, de faire leurs choix et de passer

²⁶ « Le secteur de l'éducation affiche un taux de scolarisation en primaire pratiquement universel. Malgré ce bon résultat, la qualité de l'enseignement reste très mauvaise au vu du budget alloué à ce secteur (environ 5,5 du PIB par an depuis 2001). Cette situation s'explique par un accès très inégal aux ressources éducatives hérité de l'apartheid, ainsi que par l'incapacité de certaines provinces à gérer correctement les enveloppes budgétaires qui leur sont allouées. », *Perspectives économiques en Afrique*, BAfD/OCDE, 2005.

leurs commandes. Les éditeurs déplorent cet état de fait qui les oblige à défendre leurs manuels dans chacune des neuf provinces afin qu'ils soient retenus sur les listes officielles. Sans qu'il soit question d'instaurer un système centralisé et de revenir sur l'autonomie des provinces en matière d'éducation, beaucoup d'entre eux pensent qu'il serait judicieux d'instaurer un système de coordination des délais de candidature, de commandes et d'achat.

B – La situation du livre universitaire

En 1999, une réforme a été mise en place pour réunir les universités et les *technikons* (équivalent de nos IUT) afin d'aplanir les niveaux de ces différentes institutions d'enseignement supérieur. En effet, le système de ségrégation raciale de l'apartheid avait fait émerger des universités noires et d'autres blanches, aux niveaux d'enseignement très disparates. L'objectif de cette réforme est de passer de 36 universités et *technikons* à 21, de mutualiser les ressources et de rétablir la mixité raciale au sein des campus.

Les acteurs présents sur le marché du livre universitaire sont les éditeurs commerciaux (*MML, Juta, Van Schaik, Via Afrika, Macmillan, OUP, Cambridge*) et les quatre presses universitaires : *UNISA Press* (qui de l'imprimerie à la distribution, maîtrise entièrement sa production), les presses de l'université de Witwatersrand, les presses de l'université du KwaZulu-Natal et les presses de l'université de Cape Town (qui appartiennent à Juta).

Si le marché du livre universitaire a longtemps été dominé par des importations venues des Etats-Unis et de Grande-Bretagne (environ 60% des parts de marché), la tendance est maintenant en train de s'inverser. Les éditeurs sud-africains sont de plus en plus actifs dans toutes les matières qui demandent un traitement spécifique pour le pays : cela concerne notamment les livres de droit et d'économie, les livres pour les infirmières, etc. De manière schématique, on considère que les éditeurs sud-africains sont leaders dans la production de manuels pour les étudiants de première et deuxième année tandis que les éditeurs anglo-américains fournissent les livres de spécialités pour les étudiants de troisième année et ceux qui sont en thèse. Le manque d'économies d'échelle suffisantes empêche aussi les éditeurs sud-africains de pouvoir concurrencer les productions en couleur des livres importés, livrés avec des cd-rom, des sites Web d'accompagnement, des présentations PowerPoint, etc.

Une étude menée auprès des éditeurs universitaires²⁷ estime que le taux d'achat de livres prescrits dans les universités n'est que de l'ordre de 25 à 30%. Cela signifie que le livre n'est pas forcément perçu comme un outil qui accompagne l'étudiant durant sa scolarité. Cela implique également que l'industrie du livre universitaire est en train de connaître une augmentation du photocopillage. D'autre part, les taux d'inscription à l'université sont bien moins élevés en Afrique du Sud que dans des pays comme le Royaume-Uni, les Etats-Unis ou l'Inde. Compte-tenu de toutes ces données, le marché du livre universitaire reste relativement faible.

²⁷ Etude citée dans : Elitha van der Sandt, *Are books expensive?*, Print Industries Cluster Council, 23 octobre 2003.

C - Les livres de *trade*

Il est essentiel de noter que les catégories de meilleures ventes de livres de *trade* ne reflètent qu'une partie de la réalité. C'est celle de la société sud-africaine blanche ou – si l'on ne veut pas raisonner en termes ethniques – c'est celle des catégories socioculturelles aisées de la société sud-africaine. Sont laissés de côté les goûts de l'immense majorité de la population qui, en raison de revenus insuffisants, ne peut s'acheter des livres. Le peu d'informations dont on dispose laisse entrevoir que les livres achetés par les Noirs sont des livres bon marché de « self help », des Bibles, des dictionnaires mais peu de livres à vocation récréative. Sans doute faudra-t-il attendre une génération pour évaluer le potentiel latent du lectorat noir au sein de la génération qui reçoit aujourd'hui une formation scolaire complète. Les tendances pressenties par la profession pour ce lectorat sont les livres de conseils aux parents (sur la manière d'éduquer leurs enfants) et les livres d'histoires d'amour de type Harlequin.

1) Les livres sur l'Afrique du Sud : un secteur en plein essor

La censure durant les années d'apartheid a restreint la publication d'ouvrages d'analyse ou de réflexion critique sur l'Afrique du Sud. À partir des années 1990 on a vu éclore une multitude de collections et de titres traitant de l'actualité politique et économique du pays. Les Sud-Africains, privés pendant de longues années de ce type de lectures, en deviennent aujourd'hui de gros consommateurs. Ce genre de publications comble le manque passé mais il leur permet surtout d'approfondir leur connaissance et leur compréhension d'un pays complexe et déstabilisant traversé par des dynamiques puissantes et parfois contradictoires.

L'autobiographie de Nelson Mandela a sans doute été le plus grand best-seller de la dernière décennie. En 2004, à l'occasion de l'anniversaire des dix ans de la fin de l'apartheid, ont également paru une dizaine d'essais sur les travaux de la Commission « vérité et réconciliation » ainsi que de nombreux livres politiques autour de la transition. En 2005, la Fondation Nelson Mandela a pris l'initiative de faire de l'ex-leader Prix Nobel de la paix, un héros de bande dessinée. Un million de BD consacrées à la vie de Mandela ont été distribuées aux écoliers pour les encourager à lire et à « transmettre le message et les valeurs » du premier président noir d'Afrique du Sud²⁸.

Les biographies de personnalités sud-africaines ont également beaucoup de succès en librairie. La biographie d'Olivier Tambo – l'une des grandes figures de la lutte contre l'apartheid avec Nelson Mandela – publiée chez *David Philip* s'est très bien vendue. C'est aussi le cas de *The Four Legs of the Table*, autobiographie de Raymond Ackerman, le fondateur de la plus grande chaîne de supermarchés du pays « Pick'n Pay ». Trois semaines après sa sortie, cet ouvrage s'était déjà vendu à 12 000 exemplaires (tirage initial de 17 000 exemplaires).

Les beaux-livres sur l'Afrique du Sud quant à eux remplissent depuis des années les étagères des librairies et restent le secteur vedette de l'édition sud-africaine.

²⁸ *Courrier International*, n°768, 21-27 juillet 05, page 51.

Ces livres de belle facture, imprimés à Singapour selon les mêmes standards que les livres européens, sont majoritairement destinés aux touristes qui affluent au Cap ou dans les réserves naturelles. L'originalité de la faune et de la flore de ce pays et la beauté de ses paysages ont vite fait de conquérir des touristes à haut pouvoir d'achat qui quittent généralement le pays avec un « coffee table book » souvenir de leur périple.

2) Des ventes de fiction calquées sur le modèle occidental

La fiction reste le plus large domaine couvert par l'édition sud-africaine. Pour un livre publié localement, trois sont importés de Grande-Bretagne ou des Etats-Unis ce qui a pour conséquence que les ventes sud-africaines sont calquées sur les tendances anglo-saxonnes. Qu'il s'agisse de romans, de littérature, ou de poésie, la liste des meilleures ventes est, de ce fait, identique à celle des pays occidentaux. Tous les succès mondiaux, qu'ils soient d'auteurs anglo-saxons ou qu'ils soient traduits en anglais, sont également des best-sellers en Afrique du Sud.

3) La vogue des livres pratiques et de développement personnel

En termes de développement personnel, toutes les spécialités ont du succès auprès du public sud-africain : livres de psychologie grand public, ésotérisme, etc. Dans la même veine, on retrouve également toute la palette des livres de recettes pour réussir sa vie ainsi que les livres de « how to ».

Pour ce qui est de la catégorie des livres pratiques, les grands « must » sont le jardinage, la santé et le bien-être, le sport, le feng shui, la décoration, le bricolage, les guides de tourisme et les cartes. Avec une mention spéciale pour les livres de cuisine, qui, sans que l'on ne se l'explique vraiment, connaissent année après année, un succès qui ne se dément pas.

4) La situation des livres techniques et professionnels

Les livres techniques et professionnels sont souvent chers car importés et leurs ventes ont tendance à stagner. De l'avis des libraires, ce n'est pas un secteur très rentable, sauf peut-être pour les livres d'économie et de business. Le marché est d'ailleurs presque saturé de titres sur « comment monter son entreprise », « comment réussir à gagner de l'argent », « comment conduire un plan stratégique », ou de bibles de gourous du business.

Les livres d'informatique ont connu leur apogée il y a quelques années mais la tendance est maintenant à la baisse.

Avec son « Skills Development Act » (qui assujettit les sociétés à la taxe professionnelle), l'Afrique du Sud cherche à développer le domaine de la formation continue au sein des entreprises, ce qui a ouvert un marché de niche pour les éditeurs spécialisés.

5) Le livre de jeunesse

En dépit du Congrès sur la littérature de jeunesse de l'IBBY (International Board on Books for Young People) qui s'est tenu au Cap en 2004, le livre de jeunesse est un secteur qui peine à décoller en Afrique du Sud.

Là encore, ce n'est pas tant une question de prix – tous les enfants des classes aisées ont aujourd'hui un téléphone cellulaire – que de culture. Il est d'ailleurs assez logique que des parents qui lisent peu achètent peu de livres à leurs enfants.

La littérature européenne est omniprésente avec les éternels Enid Blyton, les contes d'Andersen, le Petit Prince et les traductions anglaises de Tintin et d'Astérix. Les histoires plus modernes, les titres plus novateurs rencontrent peu de succès. Sachant que les femmes de plus de 50 ans sont les plus grandes acheteuses de livres, on imagine que ce sont elles qui achètent des livres à leurs petits-enfants et qu'elles le font avec un goût très inspiré du monde occidental. Dans la manière de raconter une histoire à un enfant, elle préféreront les histoires d'Enid Blyton qui leurs sont familières plutôt que des nouveautés.

La profession déplore qu'il n'y ait pas suffisamment de livres écrits par les sud-africains. Il est vrai que même les contes africains traditionnels sont adaptés et « reracontés » par des auteurs blancs. La marque locale *Songololo* s'est donnée pour mission de publier des livres illustrés pour enfants écrits par des auteurs sud-africains. Mais elle se heurte aux habitudes d'achat des parents. À prix égal, ceux-ci choisissent le livre importé (qui ressemble à celui de leur enfance) plutôt que la marque 100% sud-africaine.

Le marché du livre de jeunesse est finalement tellement restreint que les éditeurs en place hésitent à parler de concurrence entre eux. Ils misent sur l'émergence, à horizon de cinq ou dix ans, d'une classe moyenne noire. Celle-ci aura pour priorité l'éducation des enfants, ce qui permettra au livre de jeunesse de prendre tout son essor.

La distribution

A – Des méthodes de promotion « classiques »

Les opérations de promotion et de marketing menées en faveur du livre se situent dans un registre assez classique en Afrique du Sud. Elles se déploient principalement dans trois directions : la presse écrite, les prix littéraires et les opérations organisées par les libraires ; elles ne visent, évidemment, que les catégories aisées de la population.

Pour ce qui est de la presse anglophone, on trouve régulièrement des publicités et des comptes-rendus de livres dans le *Star*, dans les sections art du *Mail & Guardian*, dans les suppléments livres du *Business Today*, dans la section livres du *Sunday Times*, et dans les journaux *Cape Times* et *Cape Argus* du Cap. La presse en afrikaans n'est pas en reste avec *Die Burger* au Cap, *Volksblad* à Bloemfontein, *Beeld* à Johannesburg, et *Rapport* à l'échelle nationale qui proposent tous, régulièrement, des comptes-rendus critiques de livres. Mais comme le soulignait un éditeur, les articles de presse n'ont qu'une efficacité relative en Afrique du Sud car ils prêchent à des lecteurs déjà convaincus. En outre, ce mode de promotion du livre ne touche que très peu les jeunes générations.

Il y a peu d'émissions radiophoniques dédiées au livre ; les émissions télévisées, elles, sont encore plus rares. Internet reste la seule plate-forme vraiment dynamique pour parler du livre et faire connaître de nouveaux auteurs notamment auprès d'un public jeune.

Les prix littéraires jouent un rôle important de communication et de publicité autour du livre.

Le *Boeke Prize* (sur un jeu de mots avec le Booker Prize) de la librairie *Exclusive Books* est un prix attribué au meilleur roman en format poche de l'année. Le *Homebru*, décerné chaque année au mois de mai, toujours par *Exclusive Books*, récompense le meilleur livre sud-africain (et même « uniquely South African » comme ils le dénomment) qu'il s'agisse de poésie, photographie, histoire, biographie, ou roman.

Le *M-Net Book Prize* est un prix attribué à un premier roman sud-africain publié dans l'une des onze langues officielles du pays.

Plusieurs prix comme le *Hertzog Book Prize*, le *Eugène Marais Book Prize* ou le *Ingrid Jonker Book Prize* récompensent les publications en afrikaans. Quant aux *Alan Paton/Sunday Times Award* et *Herman Bosman Award*, ils récompensent des titres en anglais.

Le *Publishers' Choice* est une opération montée par *Exclusive Books* qui réunit une liste de 40 à 50 titres chaque année. En juillet, les éditeurs proposent un choix de livres qu'ils souhaitent mettre en avant. Une sélection est faite et les livres sont attendus dans les rayonnages pour le mois d'octobre. L'éditeur paye une somme forfaitaire pour chacun de ses titres présentés dans le *Publishers' Choice*. Il bénéficie en échange d'une publicité et d'un plan média de grande envergure pour la promotion de ses titres ainsi que d'achats en nombre des ouvrages sélectionnés par toutes les franchises *Exclusive Books* du pays.

B – Les ventes en librairie : un nombre d’acteurs restreint

Book Site Afrika (groupe *Struik*) est l’un des plus grands distributeurs de livres de trade en Afrique du Sud. Basé à Cape Town, il distribue, entre autres, les livres de *Random House*, *Penguin*, *Pan Macmillan* et *Struik*. Le distributeur *Afribooks* (groupe *Naspers*) est un des leaders de la distribution de livres scolaires.

1) Deux chaînes de libraires monopolisent la vente au détail

La majeure partie du commerce de livres au détail est détenue par deux grandes chaînes de librairies, *Exclusive Books* qui appartient au groupe *Johnnic* et *CNA*. D’autres chaînes de librairies de moindre envergure (comme *Wordsworth* dans la région du Cap), quelques librairies indépendantes ou spécialisées (comme *Clarke’s Bookshop* par exemple) et de grandes librairies universitaires (*Adams*, *Juta*, *Van Schaik*) se partagent le reste du marché.

Comme dans toute ville, l’implantation géographique de la librairie est fondamentale pour assurer la viabilité du commerce. Les chaînes ont adopté des stratégies différentes : *CNA* avec ses 195 points de vente mise sur l’aspect quantitatif en étant « visible » dans toutes les villes du pays ; *Exclusive Books* se contente de 35 boutiques extrêmement bien placées (aéroports, grands « malls », etc.) ; la chaîne de librairies *Wordsworth* au Cap n’envisage d’ouvrir un 8^{ème} point de vente que si un nouveau centre commercial est construit, etc. À ce jour, il n’y a pratiquement aucune librairie en zone rurale ni dans les townships.

Chaque chaîne de librairies a son propre public. *CNA* a une image « grand public » car ses librairies ne distribuent pas uniquement des livres. La chaîne se diversifie dans de nombreux produits annexes comme les journaux et surtout la papeterie. À l’inverse, *Exclusive Books*, comme son nom l’indique se fait un point d’honneur à garder le livre comme produit phare et à ne se diversifier dans les produits de papeterie qu’à la marge. Les libraires *Exclusive Books* ont donc une image plus « haut de gamme » et un côté plus intellectuel que celles de *CNA*.

En termes de ventes, il ne faut pas oublier que les bibliothèques sont un marché important pour les libraires qui admettent que sans elles, le marché ne décollerait pas. Chaque grande librairie a donc un département spécialisé dans la vente en direction des bibliothèques.

Les librairies universitaires, elles, sont généralement situées à proximité de leur zone de chalandise. Deux chaînes majeures (qui sont également des maisons d’édition universitaire) *Van Schaik* et *Juta* détiennent, avec réciproquement 23 et 21 points de vente, 75% des parts de marché de la vente au détail de livres universitaires. Les autres leaders sur ce secteur sont *Adams* (3 librairies dans la région de Durban), *Protea* (3 librairies à Pretoria) et *Brainbooks* (4 librairies).

2) Prix, ventes et retours

CNA a une centrale d'achat à Johannesburg tandis qu'à l'inverse chacune des librairies *Exclusive Books* gère son propre assortiment de manière autonome.

La remise accordée à *Exclusive Books* est de l'ordre de 40% sachant qu'*Exclusive* retourne certaines catégories d'ouvrages. La remise accordée à *CNA* est généralement un peu plus élevée que celle accordée à *Exclusive Books* (de l'ordre de 48%) mais *CNA* fait des commandes fermes et ne retourne pas les ouvrages.

En règle générale, la totalité des livres au format poche grand public peuvent être retournés à l'éditeur tandis que c'est le cas pour seulement 50% des livres de fiction cartonnés. Un éditeur comme *Random House* estime qu'en volume, 15 à 16% de leurs ouvrages leur sont retournés par les libraires (toujours dans la catégorie des poches grand public).

Les librairies indépendantes et les petites chaînes de librairies suivent le prix suggéré par l'éditeur et rares sont celles qui font le choix de proposer un prix inférieur à celui recommandé. *Exclusive Books* et *CNA* proposent un prix un peu plus élevé que le prix éditeur. En revanche, ces librairies proposent fréquemment des remises ponctuelles sur un best-seller et organisent souvent des opérations spéciales avec des remises allant jusqu'à 15%. *Fanatics*, par exemple est le programme de fidélité des librairies *Exclusive Books* qui rassemble près de 250000 membres et qui offre des bons de réduction aux meilleurs clients. Il n'est pas rare non plus que *CNA* importe des Etats-Unis ou de Grande-Bretagne des surplus d'inventés afin d'augmenter son offre de livres à bon marché.

La plupart des librairies sont affiliées au système de *Nielsen Book Scan*. Il s'agit du même système que celui utilisé par *Bookseller* pour le classement des meilleures ventes au Royaume-Uni. *Book Scan* a lancé son premier panel en Afrique du Sud au printemps 2004. Il couvre plus de 350 librairies (dont les chaînes *Exclusive* et *CNA*), ce qui représente environ 80% du marché de la vente au détail. Chaque semaine, il donne le classement des ventes de 30 000 titres. Même si la précision des statistiques et leur méthodologie doivent encore être améliorées, le classement hebdomadaire de *Nielsen Book Scan* reste un outil précieux utilisé par tous les grands éditeurs sud-africains.

C - L'importance des clubs de livres

Deux types de clubs de livres existent en Afrique du Sud : des clubs de livres informels et des clubs de livres commerciaux. À eux deux, ils constituent une des grandes forces d'achat de livres chez les particuliers.

1) Les clubs de livres à la sud-africaine

Les clubs de livres informels ont toujours existé en Afrique du Sud. À une époque où les épouses des fermiers afrikaners ou des colons britanniques ne travaillaient pas, elles avaient l'habitude de se réunir pour discuter des livres qu'elles avaient lus pendant la semaine. Aujourd'hui encore, les membres de ces clubs de livres informels sont généralement des femmes blanches d'une cinquantaine d'années appartenant aux classes moyennes et supérieures. Le système fonctionne de la manière suivante : en échange d'une contribution mensuelle, chaque membre du club peut sélectionner dix livres à l'essai avec une remise d'environ 15%. Par la suite, les membres se réunissent et se conseillent les livres qu'ils ont préférés. Environ 600 clubs de genre existent dans le pays. Leurs adhérent(e)s font également partie des personnes-cibles qui se déplacent aux lancements et signatures de livres et qui se rendent régulièrement en librairie.

2) Les clubs de livres traditionnels

Le principal club de livres sud-africain a été créé en 1980 et il appartient aujourd'hui au groupe *Via Afrika*. Conçu sur le modèle des clubs de livres de *Bertelsmann*, il est lié à l'éditeur allemand par un contrat de partage de l'information et de l'expertise. Le club se divise en deux branches : *Leserskring* (pour les livres en afrikaans) compte 180 000 membres ; sa petite sœur *Leisure Books* (pour les livres en anglais) en rassemble 70 000. Avec une sélection de livres grand public (best-sellers de fiction et beaucoup de livres pratiques) le club vend plus d'un million d'ouvrages par an à un public fidèle mais souvent âgé.

La remise accordée à *Leserskring - Leisure Books* est très élevée. Elle est de l'ordre de 68% ce qui la rend rédhibitoire pour bien des éditeurs. De ce fait, une partie importante des livres diffusés par le club de livres sont ceux des éditeurs du groupe *Via Afrika* (les marques de *NB Publishers*, celles de *Jonathan Ball*, etc.) qui bénéficient d'accords privilégiés.

Les ventes de livres par Internet sont encore timides en Afrique du Sud. Les plus dynamiques – toutes proportions gardées – concernent le livre en afrikaans vendu sur des sites spécialisés dans la promotion de la littérature en afrikaans.

Le principal site généraliste de ventes de livres par Internet est *kalari.com*, également détenu par le groupe *Via Afrika*.

D - Le rôle des bibliothèques

Le contraste entre monde développé et monde en développement, si caractéristique de l'Afrique du Sud, prend toute son ampleur dans le domaine des bibliothèques. En effet, en matière de cadre juridique, l'Afrique du Sud n'a rien à envier à la France ou aux autres pays occidentaux. L'arsenal législatif existant est l'un des plus développés du monde notamment dans les domaines de l'édition, de l'accessibilité aux non-voyants et de la promotion de l'accès à l'information. L'Afrique du Sud accueillera également le prochain congrès de l'IFLA (*International Federation of Library Associations*) à Durban en 2007. Les éditeurs ont pour obligation de déposer cinq exemplaires de toute nouvelle parution au Dépôt légal. La Bibliothèque nationale a un bâtiment au Cap destiné à la préservation des ouvrages (où sont également hébergés les bureaux du *Centre for the Book* et de l'association des éditeurs sud-africains), et un à Pretoria accessible au public.

Malgré cette apparente modernité, les bibliothèques publiques sud-africaines vivent une période difficile. En effet, depuis le milieu des années 1990, leurs budgets n'ont cessé de décroître à tel point qu'en 2000, leur système de financement a connu un déficit de R185 millions (€23 millions).

Les bibliothèques publiques ont beaucoup souffert de la restructuration de leur système de financement qui les font maintenant dépendre des budgets locaux (ceux de la municipalité ou de la province) alors qu'elles bénéficiaient de lignes budgétaires nationales auparavant.

Dans beaucoup de petites villes, les fonds de la municipalité sont insuffisants. Le budget municipal est d'abord alloué à l'alimentation en eau potable des foyers plutôt qu'à l'achat de livres. Quant aux budgets des bibliothèques des neuf provinces du pays, ils ont prioritairement servi à remettre à niveau les bibliothèques des zones historiquement désavantagées.

Les bibliothèques universitaires ne sont pas tellement mieux loties. Si leurs budgets sont restés stables en valeur ces dix dernières années (malgré l'inflation), l'allocation des ressources a évolué. La part des dépenses affectée aux livres a diminué au profit de l'achat de matériel informatique, de logiciels de gestion des fonds et d'ordinateurs.

L'offre de livres doit être particulièrement variée et les bibliothécaires ont parfois du mal à arbitrer entre les diverses priorités. Ils doivent présenter une gamme qui va du livre d'alphabétisation pour adultes au livre universitaire. Ce panachage, nécessaire pour toucher un public hétérogène, coûte cher. La remise accordée aux bibliothèques pour leurs achats de livres est de 10%. Elles sont aussi assujetties à la TVA sur le livre qui est de 14%. Ces dernières années, leur politique d'achat a été nettement orientée vers l'*affirmative action* en faveur des titres publiés dans les neuf langues bantoues officielles.

Le taux d'affiliation aux bibliothèques publiques est assez faible en Afrique du Sud. Une enquête menée à l'instigation du PICC recense 1 249 bibliothèques

publiques²⁹. En 2002, celles-ci totalisaient 4,22 millions d'inscrits, soit 10,8% de la population. Les enquêteurs estiment que ce chiffre est bas comparé aux taux qu'ils relèvent dans les pays développés (au Royaume-Uni, 58% de la population est affiliée à une bibliothèque). Ils aimeraient aussi pouvoir comparer ce taux de 10,8% au pourcentage de la population inscrite dans un club de sport, ou qui aurait assisté à un événement sportif dans l'année...

Comme le déplore en outre la profession, ces inscrits à la bibliothèques ne sont pas tous des lecteurs assidus, et n'ont pas forcément le pouvoir d'achat suffisant pour devenir des acheteurs réguliers de livres. Il est vrai que le gros du lectorat est constitué de lycéens et d'étudiants qui viennent dans les bibliothèques pour développer de nouvelles compétences ou pour chercher la documentation nécessaire dans le cadre du programme d'*Outcomes Based Education*.

À l'heure actuelle, les bibliothèques sont toutes situées en milieu urbain ou dans les banlieues blanches des grandes villes du pays. Pour une personne vivant en milieu rural, le coût du trajet pour se rendre dans une bibliothèque municipale est important. À supposer que ce premier obstacle soit surmonté, les bibliothèques restent des lieux considérés comme « intellectuels », voire intimidants, dans lesquels une partie de la population ayant rarement accès au livre hésite à entrer.

Le grand challenge des bibliothèques sud-africaines pour les années à venir est d'attirer de nouveaux membres et d'augmenter leur taux de fréquentation. Plusieurs pistes sont à l'étude comme de créer des cyber-bibliothèques où les gens apprennent à se servir d'un ordinateur, ou de développer les bibliothèques mobiles (des bus) qui se déplacent en milieu rural, etc.

Mais le principal objectif du gouvernement est de faire en sorte que les bibliothèques deviennent des centres d'information. Leur rôle est amené à changer : elles n'accueilleront plus simplement un public de lecteurs ; ce seront aussi des lieux où les administrés pourront se renseigner sur leurs droits, sur la vie civique ainsi que sur la prévention du sida. Le souhait de ne plus faire des bibliothèques des lieux uniquement dédiés aux livres est double : il répond à un besoin urgent de créer des lieux où les administrés ont accès au service public ; d'autre part, en faisant des bibliothèques des lieux de vie et de passage, on espère augmenter leur fréquentation et par ce biais rendre le livre plus facilement accessible.

²⁹ Paul van Helden, Peter J. Lor, *Public and Community Libraries Inventory of South Africa, PACLISA Final Report*, mars 2002, National Library of South Africa.

E – Le lancement de la foire internationale du livre à Cape Town

Un premier festival international du livre « Bookeish ! » avait été lancé en 2002 au Cap. D'une durée de quatre jours et placé sous le patronage de la romancière Nadine Gordimer, de l'archevêque Desmond Tutu et du ministre de l'Education Kader Asmal, ce premier festival cherchait à encourager une culture de la lecture dans le pays. La dénomination « Bookeish ! » venant de l'exclamation de surprise positive « eish » utilisée dans les townships (l'équivalent de houa !) et du mot « book » (livre) suggérait que le livre était un produit accessible et nécessaire à tous. Cet événement n'a pas eu le succès escompté et peu d'éditeurs s'y sont impliqués. Il n'a pas été reconduit et la profession le décrit, a posteriori, comme un festival culturel, une pré-foire du livre sans commune mesure avec la prochaine foire internationale du livre de Cape Town.

Celle-ci ouvrira sa première édition en juin 2006. Sa création est issue d'un partenariat avec la foire de Francfort (après deux ans de négociations) qui est actionnaire à hauteur de 49% de la structure organisatrice. Il ne fait aucun doute que la « machine » Francfort sera un soutien hors pair pour aider les Sud-Africains dans l'élaboration du planning, dans la préparation technique et logistique de la foire ainsi que dans le marketing et la promotion internationale de l'événement.

Avec le lancement d'une foire de cette envergure, l'Afrique du Sud semble se positionner en concurrente directe de la foire de Harare – qui est à ce jour, l'unique grande foire du livre en Afrique noire. D'aucuns y voient une manifestation de la traditionnelle tentation impérialiste de l'Afrique du Sud sur le reste du continent. Fidèles à leur diplomatie d'apaisement envers le Zimbabwe, les Sud-Africains s'en défendent en ramenant les choses à leur échelle : la foire du livre du Cap s'étendra sur 10 000 mètres carrés tandis que celle de Harare en fait 100 000. En privé, ils n'hésitent cependant pas à critiquer la foire de Harare qui serait devenue le lieu de rassemblement des organisations non-gouvernementales sur le sida. Ils ne donnent pas cher de l'avenir de cette foire, ni du pays en général qui vit une situation difficile (expropriation des fermiers blancs, propos homophobes du Président Mugabe, etc.)

D'une durée de quatre jours, la nouvelle foire du Cap se donne pour objectifs de développer les échanges de droits, de promouvoir la lecture et de faire connaître les auteurs sud-africains contemporains.

Les organisateurs de la foire souhaitent également en faire un lieu de débats et d'échanges. Ils désirent susciter la controverse sur un secteur qui reste encore très lié à la politique en organisant des tables rondes et des séminaires (« comment dépolitiser la littérature de jeunesse », etc.)

Un festival de la lecture sera organisé dans un but pédagogique de promotion de la lecture : il s'agira d'aider les personnes qui n'osent habituellement pas entrer dans une librairie à s'approprier l'univers du livre et notamment d'inciter les enfants à la lecture.

Enfin la présence encouragée de nombreux éditeurs africains francophones a pour but de créer des passerelles entre les diverses éditions du continent et de renforcer leurs liens.

Il est difficile de prévoir quel sera le degré de réussite de cette nouvelle foire. Si la première édition constitue bien évidemment un test, celui-ci ne peut-être que partiel. En effet, il est entendu que nombre d'éditeurs étrangers se déplaceront pour la première édition de la foire du Cap. En revanche, ce n'est qu'à sa deuxième édition que l'on pourra en mesurer le succès réel : c'est donc après cette édition que les éditeurs internationaux décideront de la pertinence d'y revenir.

France - Afrique du Sud : partenariats, échanges et coopérations

A – Une francophonie à la hausse, des exportations de livres français en berne

1) La situation du français en Afrique du Sud

Le nombre de locuteurs de français

En 2004, le nombre de ressortissants français, belges francophones et suisses est estimé à environ 30 000 personnes³⁰. À ce premier cercle, viennent se greffer des vagues successives de migrants africains. En effet, chaque crise africaine dans les pays limitrophes apporte son lot d'immigrés francophones (Zaïrois, Congolais, etc.), à tel point qu'aujourd'hui, certains quartiers de Johannesburg sont pratiquement francophones. 30% des professeurs de français qui enseignent dans les 18 Alliances françaises du pays sont d'ailleurs d'origine ouest-africaine.

Les estimations avancées par Aurelia Wa Kabwe-Segatti, directrice de l'IFAS-Recherche, sont les suivantes : « Au total, on peut raisonnablement penser que la présence francophone durable en Afrique du Sud se situe dans une fourchette de 75 000 à 125 000 personnes mais que cette présence est en augmentation constante et rapide depuis 1994, en particulier en raison de l'afflux de demandeurs d'asile des deux Congo. Cette fourchette constituerait donc une estimation minimale. La majeure partie de la présence francophone serait composée d'une population statutairement et socio-économiquement précaire (majorité de réfugiés et demandeurs d'asile), aux niveaux de français disparates mais dont une frange non négligeable et croissante est diplômée du supérieur »³¹.

L'enseignement du français n'est pas la priorité du gouvernement sud-africain

En 2004, le nombre total d'apprenants de français recensés en Afrique du Sud est de 23 500. Ce chiffre est relativement faible comparativement à la population scolarisée dans le pays.

En dehors des étudiants « classiques » des Alliances – jeunes adultes intégrés dans le monde du travail qui veulent ajouter un plus à leur CV – le français ne rencontre que peu d'échos auprès des étudiants à l'université.

Population scolarisée en Afrique du Sud en 2004³²

Population scolarisée dans le primaire	8 000 000
Population scolarisée dans le secondaire	4 110 000
Population scolarisée dans le supérieur	570 000
Total de la population scolarisée	12 680 000

³⁰ Aurelia Wa Kabwe-Segatti, « Estimation du nombre de ressortissants francophones en République sud-africaine, 2004 », IFAS, 9 mai 2005.

³¹ Idem note précédente.

³² Chiffres fournis par l'IFAS, mai 2005.

Nombre d'apprenants de français en 2004

Apprenants de français dans le primaire	1 700
Apprenants de français dans le secondaire	15 000
Apprenants de français dans le supérieur	2 700
Apprenants de français dans les Alliances	3 200
Nombre d'élèves étrangers / établissements de l'AEFE	900
Total des apprenants de français	23 500

Nombre de professeurs de français en 2004

Professeurs de français dans le primaire	20
Professeurs de français dans le secondaire	200
Professeurs de français dans le supérieur	30
Total des professeurs de français	250

Dans le domaine de l'enseignement du français à l'école, les autorités éducatives sud-africaines ont une position assez passive. Cette tiédeur relative par rapport au français s'explique par des raisons financières et idéologiques. En effet, les premiers budgets débloqués servent d'abord à financer les programmes d'alphabétisation. La priorité est ensuite donnée aux langues indigènes. Le gouvernement sud-africain a annoncé aux chancelleries qu'à partir de 2004, il ne prendrait plus en charge les cours de langues étrangères. La France, comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie doivent donc financer le coût de l'enseignement de leur langue dans les établissements publics sud-africains. Afin que l'enseignement du français soit maintenu dans une école, il arrive de plus en plus fréquemment que le ministère de l'éducation demande à l'Ambassade de France d'en financer le coût.

2) Les perspectives d'avenir de la francophonie en Afrique du Sud

Il n'y pas, en Afrique du Sud, de tradition d'apprentissage du français. Cependant, ces dernières années, on constate un net regain d'intérêt pour le français, notamment dans les milieux privés et institutionnels.

Les milieux institutionnels

L'implication de l'Afrique du Sud est de plus en plus forte dans le règlement des conflits du continent africain. Le président Thabo Mbeki et sa diplomatie ont pris conscience de l'importance du français lors de leur participation aux négociations de paix au Burundi, aux Comores, en République démocratique du Congo et plus récemment en Côte d'Ivoire.

Le français apparaissant comme une nécessité pour se faire accepter au nord de l'Afrique australe, Thabo Mbeki a exigé de ses diplomates qu'ils apprennent « l'autre langue africaine ». Il est prévu que 80 d'entre eux apprennent le français au cours de l'année 2005 ; entre 400 et 600 – soit la moitié du personnel du ministère – devraient être formés d'ici trois ans.

Le ministère du tourisme n'est pas en reste : il souhaite qu'entre 250 et 400 guides accrédités parlent français dans les années à venir. Quant au Parlement du Cap, il devrait lancer prochainement une action de formation en direction des députés³³.

D'importants moyens financiers sont mis en œuvre par le gouvernement sud-africain pour l'inscription de leurs agents aux cours de français des Alliances. Toutefois, il arrive aussi que les ministères ou que les institutions rechignent à prendre complètement en charge les enseignements dispensés. Dans ces cas-là, une solution de cofinancement est généralement mise en place. Elle permet d'enclencher une dynamique les deux premières années. Passé ce délai, le financement des cours revient totalement à l'Afrique du Sud.

Le secteur privé

La demande de cours de français est aussi très forte dans le secteur privé, et les cellules « entreprises » des Alliances françaises ont le vent en poupe. Ce ne sont plus seulement les entreprises françaises installées en Afrique du Sud qui forment leurs cadres locaux au français. Ce sont aussi des sociétés sud-africaines, chaque jour plus nombreuses, qui envoient leurs employés suivre des cours de français dans les Alliances.

Le réseau de supermarchés *Pick'n Pay*, la chaîne de restauration rapide *Nandos*, les grands magasins *Woolworth*, l'opérateur de téléphonie *MTN* font appel aux professeurs des Alliances françaises. Ce n'est plus un secret pour personne : tous les géants sud-africains de la distribution, de la restauration, des médias et de l'automobile ont une stratégie d'expansion vers les pays d'Afrique de l'Ouest francophones.

Les multinationales implantées en Afrique du Sud suivent le même raisonnement. C'est le cas, par exemple, de *Coca-Cola* et de *Sony* qui envoient une partie de leurs employés apprendre le français à l'Alliance française de Johannesburg.

3) Présence française et présence du livre français en Afrique du Sud

Le rôle de relais du bureau de coopération linguistique

Au sein de l'IFAS, le bureau de coopération linguistique, conscient des enjeux que représente la présence du français dans le pays, s'est fixé quatre missions :

- Aider au développement du français dans les milieux historiquement défavorisés.
- Répondre aux demandes des privés et des institutionnels.
- Proposer des bourses aux étudiants qui veulent devenir professeurs ou interprètes. Le programme de bourses de l'IFAS a permis, en 2004, d'envoyer 30 jeunes (dont 21 Noirs) en France pour se former.
- Développer le français au niveau du primaire et du secondaire.

La priorité du bureau est également de pallier le manque de traducteurs et de professeurs de français qualifiés en créant un vivier sud-africain d'enseignants de français.

³³ Elise Colette, « Francophonie à la hausse », in *Jeune Afrique l'Intelligent*, 8 mai 2005.

Les opérations de promotion du livre français organisées par L'IFAS

Ces opérations de promotion se déclinent en plusieurs types d'actions. Il peut s'agir d'animations culturelles autour d'écrivains ou d'éditeurs invités : cafés littéraires, conférences, résidences d'écrivains proposant des ateliers d'écriture, invitation de compagnies théâtrales françaises dans le cadre de la promotion de la création dramatique française contemporaine, etc.

Le festival « Time of the Writer /Le Temps des Ecrivains » est coorganisé par le *Centre for Creative Arts* et l'IFAS depuis sept ans. Il se tient durant une semaine à Durban et est devenu le principal événement de la saison littéraire en Afrique du Sud. L'IFAS organise également des animations pour la semaine de « Lire en fête » au mois d'octobre ainsi qu'un festival de poésie « Poetry Africa » à Durban. L'IFAS poursuit une politique de soutien à la bande dessinée avec le festival bisannuel « Comics Brew » (exposition itinérante de planches et invitation de dessinateurs pour des conférences et des ateliers de dessin). Son centre de recherche collabore également avec des éditeurs sud-africains en soutenant la publication de travaux de recherche sur l'Afrique du Sud.

La faiblesse des exportations

Malgré ces efforts de promotion et la progression de la francophonie en Afrique du Sud (alors que l'on projette habituellement celle-ci uniquement en Afrique de l'Ouest), les exportations de livres français ne suivent pas.

Au sein des pays d'Afrique non francophone, l'Afrique du Sud reste le premier marché à l'exportation pour le livre français (devant le Kenya et le Nigeria). En 2004 cependant, les exportations vers l'Afrique du Sud n'ont représenté qu'un montant de € 462 000³⁴.

Le principal pôle d'exportation de livres français est celui des méthodes de FLE.

Il n'y a pas de librairies françaises en Afrique du Sud. Quelques librairies ont sur leurs étagères des livres français mais leur assortiment reste encore très marginal. Il avait été question ces dernières années de créer un rayon de livres français dans les librairies *Exclusive Books* mais ce projet n'a pas abouti.

Les librairies d'Afrique du Sud sont éligibles au programme d'aide aux librairies à l'étranger. Ce dernier prévoit de financer la prise en charge jusqu'à 50 % du montant de la commande de livres français des libraires étrangers. Depuis la mise en place de ce dispositif en 1997 par le Centre national du livre, aucune librairie sud-africaine n'a bénéficié de ce programme, aucune n'ayant fait de demande.

La médiathèque de l'IFAS, *Dibuka*, avec ses 9 300 livres et ses 1 400 bandes dessinées reste le principal fournisseur de livres français en Afrique du Sud. Elle permet d'offrir un vaste assortiment de la production française à ses 458 inscrits parmi lesquels on compte 168 apprenants de français, 51 professeurs de français, 27 étudiants et professeurs francophones, 29 expatriés des communautés francophones, 97 expatriés et résidents français et 86 non francophones.

³⁴ *Statistiques extérieures France 2004*, SNE / La Centrale de l'Édition, Paris, juin 2005

La Bibliothèque nationale n'a pas de budget spécifique pour l'achat de livres en français. En revanche, elle s'attache à acquérir tous les livres ayant pour thème l'Afrique du Sud (quelle que soit leur langue de publication et leur format).

La situation de l'achat de livres français dans les bibliothèques publiques n'est guère meilleure. En effet, de la même manière que l'enseignement des langues noires est privilégié dans les écoles aux dépens de l'enseignement des langues étrangères, le mouvement est identique concernant les achats de livres : les budgets sont majoritairement affectés aux achats de livres en langues indigènes. Quant aux bibliothèques des écoles publiques, les livres en langues étrangères ne représentent qu'une portion congrue de leurs achats. Seules les bibliothèques des écoles privées sont acheteuses de livres en français.

B – Quelles perspectives pour les échanges de droits ?

1) Des possibilités assez limitées

Les contraintes imposées par le contexte linguistique

Pour le moment, la viabilité économique des publications en langues vernaculaires n'est assurée que dans le domaine de l'édition scolaire ou pour les projets subventionnés par le gouvernement. Il paraît donc improbable que des achats de droits pour une traduction en langue bantoue puissent être envisagés dans le domaine des publications commerciales.

L'afrikaans reste un foyer possible d'échanges de droits. Mais comme le faisait remarquer un éditeur spécialisé dans la littérature en afrikaans, le lectorat afrikaner (blanc et éduqué) lit aussi très bien l'anglais. Les besoins de traduction ne sont donc pas indispensables pour ce type de public. Quant aux classes plus populaires des Métis du Cap, qui parlent aussi afrikaans, leur potentiel économique et leurs habitudes d'achats de livres sont moins développés.

Les échanges vers la langue anglaise rencontrent le problème suivant : la majorité des auteurs français à succès sont déjà traduits par les grands éditeurs britanniques et sont donc directement importés en Afrique du Sud. Pour les titres qui se vendent bien en librairie (livres de business, manuels de « self-improvement »), la production anglo-saxonne suffit nettement à approvisionner le marché.

Le mouvement d'introversion culturelle de l'Afrique du Sud

À moins qu'il ne s'agisse d'un livre spécifiquement consacré à l'Afrique du Sud (livre sur l'actualité politique du pays, beau livre sur l'art rupestre par exemple), on constate que les éditeurs sud-africains ont assez peu de curiosité pour les productions étrangères.

En effet, la tendance actuelle est plutôt à l'introversion culturelle : les éditeurs de trade souhaitent éditer des auteurs sud-africains, comme s'ils devaient « rattraper » le temps perdu durant les années d'apartheid. Leur priorité n'est donc pas à l'achat de droits de titres d'auteurs occidentaux.

D'un point de vue culturel, un sentiment « nationaliste » se développe. Celui-ci est sans doute nécessaire à un moment où l'Afrique du Sud doit se forger une identité à partir d'une société multiculturelle. C'est pourquoi l'on entend souvent dire, de part et d'autre, avec plus ou moins de virulence, que l'Afrique du Sud ne veut plus d'une vie intellectuelle dictée par la pensée occidentale.

Un éditeur comme *Kwela* par exemple, en tant que porte-parole de voix sud-africaines, se veut plus vendeur qu'acheteur de droits et reflète bien la position actuelle de nombreux éditeurs sud-africains.

Des échanges de droits trop rares

En 2004, les droits d'un seul titre (pour une traduction en afrikaans) ont été acquis par les éditeurs sud-africains auprès de leurs homologues français³⁵. Aucun droit n'a été acquis pour une traduction en anglais ou dans les langues noires.

On peut signaler toutefois la publication de quelques bandes dessinées franco-belges en anglais par un éditeur sud-africain. En effet, *Pepic & Kraus* est le premier éditeur au monde (et le seul jusqu'à présent) à avoir publié une version anglaise d'un album de *Titeuf*. Les droits lui ont été vendus uniquement pour l'Afrique du Sud tout comme pour *Largo Winch* dont la publication en Afrique du Sud est prévue pour 2006. Trois autres albums ont aussi été publiés par ce même éditeur (*Gil Saint André*, *Lanfeust de Troie*, *Le 3ème testament*). Leur diffusion reste encore confidentielle (les tirages dépassant rarement le millier d'exemplaires). Mais le directeur de *Pepic & Kraus* (qui est imprimeur à l'origine et passionné de BD) a pour projet de publier d'autres volumes de ces séries en demandant à bénéficier de l'aide à la publication de l'Ambassade de France.

Quelles perspectives d'avenir ?

Le marché en langues noires n'est apparemment pas encore mûr pour le moment. Sans doute le sera-t-il d'ici cinq à dix ans. Les éditeurs pourront alors songer à négocier des droits de traduction notamment vers le zoulou et le xhosa (les deux langues vernaculaires les plus importantes du pays).

Pour l'afrikaans, c'est le domaine du livre de jeunesse qui semble être le plus prometteur en termes de ventes de droits.

Pour l'anglais, les seules véritables opportunités se trouvent chez les éditeurs qui créent une nouvelle maison d'édition de trade et qui sont acheteurs de droits car ils ont besoin de se constituer rapidement un catalogue. *Double Storey* par exemple, éditeur de trade de taille moyenne, a acheté plusieurs titres français à sa création il y a trois ans. Ces achats lui ont permis de démarrer son catalogue. Celui-ci s'enrichit aujourd'hui de titres originaux d'auteurs sud-africains.

D'ici 2008, le nouveau *Curriculum* sera mis en place et son corollaire, le système d'*Outcomes Based Education* va accroître le besoin en livres d'accompagnement. À ce jour, ce type de matériel para-éducatif fait défaut à l'Afrique du Sud. Ce marché représente une opportunité pour les pays anglophones qui ont l'habitude de l'OBE et qui pourront exporter leur matériel pédagogique. Cependant, le ministère de l'Éducation préfère privilégier les livres produits localement, à la fois pour soutenir l'industrie du livre mais aussi pour être sûr que leur contenu sera en adéquation avec l'environnement sud-africain. Peut-être certains éditeurs français trouveront-ils des opportunités pour démarcher les éditeurs sud-africains sur ce marché de niche ?

³⁵ *Statistiques extérieures France 2004*, SNE / La Centrale de l'Édition, Paris, juin 2005.

2) Le rôle du Bureau du livre et la faiblesse de son activité

Les difficultés rencontrées

Des aides spécifiques à la traduction et à la publication sont disponibles auprès du Bureau du livre à Johannesburg. Elles sont accordées aux éditeurs sud-africains après examen de leur dossier et ont pour but de dynamiser la diffusion du livre français.

Dans le cas de l’Afrique du Sud, l’action du Bureau du livre consiste à développer les contacts entre éditeurs des deux pays et à faire connaître la production française aux éditeurs sud-africains – encore trop réticents à l’idée de publier des ouvrages d’aires culturelles et linguistiques éloignées. Le Bureau du livre cherche surtout à susciter une demande et à stimuler la traduction, notamment en sollicitant activement les éditeurs.

En effet, le nombre restreint de titres qui ont bénéficié d’une aide à la traduction ou à l’achat de droits ces dernières années (pas plus de quatre à cinq titres par an) est significatif du manque d’initiative des éditeurs sud-africains. Ceux-ci considèrent la traduction et la publication d’un livre français comme une prise de risque, c’est pourquoi ils ne sollicitent pratiquement jamais le Bureau du livre.

La plupart du temps, les demandes d’aide émanent de particuliers, chercheurs ou écrivains, qui n’ont pas encore soumis leur manuscrit aux éditeurs.

Le Bureau du livre se doit également de rester prudent quant à l’attribution des aides. Il a été amené plusieurs fois à décliner les projets de candidature de la maison d’édition afrikaner *Praag* (en dépit de la qualité des projets d’un point de vue culturel) en raison des opinions traditionalistes (et ouvertement nostalgiques de l’apartheid) de son directeur et donc de l’image de la maison qui en découle.

Les quelques projets initiés par le Bureau du livre

La collection de livres d’art « Taxi » publiée par *David Krut Publishing* est une série de monographies d’artistes sud-africains. Ce projet est soutenu financièrement par l’IFAS, *Pro Helvetia* (Suisse), l’Ambassade de Hollande et le *MTN Art Institute* sud-africain. Cette collection où les textes figurent successivement en anglais en français et en néerlandais a un double rôle : celui de promouvoir sur le plan international des artistes sud-africains et celui de renforcer l’enseignement en art dans le pays (chaque numéro est accompagné d’un supplément pédagogique). La collection étant actuellement riche de 12 numéros, l’IFAS a décidé de mettre un terme à son soutien financier estimant que le projet avait maintenant trouvé son rythme de croisière et pouvait fonctionner de manière autonome.

La demande étant par ailleurs quasi inexistante de la part des éditeurs sud-africains, c’est l’équipe du Bureau du livre qui est allée démarcher les éditeurs susceptibles de se lancer dans l’aventure.

Un partenariat s’est ainsi noué avec un éditeur de Johannesburg, *STE Publishers*, à la fois sur des projets de livres d’art et sur une collection d’œuvres littéraires françaises. *STE* va collaborer avec les *Editions de l’œil*, pour un projet de

coédition de petites monographies d'artistes bon marché, les « Carnets de la création », qui seront distribués à la fois en France et en Afrique du Sud.

STE recevra également une aide de la part du Bureau du livre pour la traduction en zoulou du *Petit Prince* (le coût de la cession de droits est pris en charge par le ministère des Affaires étrangères à Paris). C'est sans doute une opération intéressante pour l'éditeur sud-africain qui a obtenu une commande ferme de préachat de la part des bibliothèques des écoles.

La politique du Bureau du livre est de favoriser les collaborations ponctuelles, si possible dans le cadre de projets de coéditions franco-sud africaines d'ouvrages accompagnant des expositions, autour des thématiques de l'urbain. Le projet de co-publication d'un ouvrage de photographie du Sud-Africain Guy Tillim par les éditions *Filigranes* et *STE Publishers* devrait constituer une opération pilote.

Conclusion

Comme toujours en Afrique du Sud, il est impossible d'être optimiste ou pessimiste, car quel que soit le point de vue adopté, il ne sera jamais que le reflet partiel d'une réalité bien plus complexe.

Si l'on compare les espoirs que la fin de l'apartheid avait fait naître au début des années 1990 avec la situation actuelle, on constate que beaucoup de promesses n'ont pas été tenues et l'on ne peut que s'inquiéter du renforcement des inégalités sociales. En revanche, si l'on compare l'Afrique du Sud au reste du continent, celle-ci tire son épingle du jeu de manière très honorable car le gouvernement de l'ANC a incontestablement réussi sur le plan économique. De plus, du point de vue politique, on ne peut également que se réjouir de ce qui a été accompli en si peu de temps et qui laisse augurer que l'Afrique du Sud dispose d'un énorme potentiel pour l'avenir.

Mais il y a toujours, en Afrique du Sud, ce mélange, de monde développé avec un niveau de vie parfois supérieur aux standards occidentaux et de monde sous-développé avec des millions de Sud-Africains vivant en dessous du seuil de pauvreté. Bien que les disparités se soient quelque peu atténuées, la répartition des revenus reste l'une des plus inégales du monde.

Ce jeu de balancier entre pessimisme et optimisme se retrouve dans le domaine de l'édition. En effet, si le chiffre d'affaires de l'édition sud-africaine en fait l'une des plus dynamique du continent, il faut garder à l'esprit que 60% de l'activité est assurée par le secteur scolaire – ce qui est le taux habituel des pays en voie de développement.

Le vrai défi de l'édition sud-africaine se jouera probablement dans les années à venir. Sera-t-elle capable d'évoluer et de passer d'une industrie prospère et protégée s'adressant à quatre millions de personnes à une activité concernant les quarante autres millions de citoyens ?

Compte-tenu de l'indigence du lectorat actuel, la volonté du gouvernement sera-t-elle suffisamment affirmée pour mener une véritable politique du livre à l'échelle nationale ?

Quels seront les moyens alloués pour améliorer les compétences pour la lecture du plus grand nombre, faciliter l'accès au livre, adapter le prix au pouvoir d'achat local et surtout redéployer l'édition dans les langues africaines ?

Bibliographie

1) Articles sur l'Afrique du Sud

- Dossier « La Nouvelle Afrique du Sud », publié en ligne sur le site de *L'Express*, www.lexpress.fr/info/monde/dossier/afsud/dossier.asp.
- Entretien avec Philippe Gervais-Lambry, « L'Afrique du Sud post-apartheid », publié en ligne sur le site du *Monde*, 21 avril 2004, www.lemonde.fr.
- Elise Colette, « Un si lourd héritage », in *Jeune Afrique l'Intelligent*, n°2261, 9 mai 2004.
- *Perspectives économiques en Afrique 2004/2005*, Éditions OCDE/Banque africaine de développement, mai 2005.
- Jacques Leclerc, « Afrique du Sud » in *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 11 mai 2005, www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/afriquesud.htm
- *Emerging Voices, a Report on Education in South African Rural Communities*, Nelson Mandela Foundation, HSRC Press, Afrique du Sud, 2005. Ce rapport est disponible en ligne sur le site de la Fondation Nelson Mandela: www.nelsonmandela.org

2) Articles sur l'édition

- Sandra Land, « The state of book development in South Africa », in *Journal of Education*, n°29, pages 93-124, 2003.
- François Hendrikz, « The Book Chain in South Africa », in *The Book Chain in Anglophone Africa, A survey and Directory*, INASP, 2002. L'annuaire de l'édition africaine anglophone est disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.inasp.info/pubs/bookchain/index.html>
- Monica Seeber, « Tough times hinder progress », in *The Bookseller*, pages 28-30, 1^{er} février 2002.
- *Wesgro Background Report on The Publishing Industry in the Western Cape*, Cape Town, août 2000.
- DACTS (Department of Arts, Culture, Science and Technology), *The South African Publishing Industry Report*, 1998.
- LIASA (Library & Information Association of South Africa), *A review of the state of the publishing industry in South Africa and national influence*, Pretoria, mai 2004.

- University of Pretoria, *PASA/SABA Snapshot Industry Survey 2002*, Pretoria, août 2004.
- Dossier « Une nouvelle Afrique du Sud », in *Africultures*, n°40, septembre 2001.

3) Sites Internet

Litnet

Litnet est le plus grand portail multilingue sud-africain consacré à la littérature. Lieu de débats, d'échanges et de discussions, il accueille également les poèmes et textes d'auteurs souhaitant se faire connaître et éditer.

www.litnet.co.za

Institut français d'Afrique du Sud

www.ifas.org.za

Bureau des statistiques d'Afrique du Sud

www.statssa.gov.za

The Mail and Guardian

Hebdomadaire, associé au *Guardian* de Londres, tirage de 45 000 exemplaires.

www.mg.co.za

Annuaire

Indicatifs téléphoniques

Les coordonnées des éditeurs sont souvent des boîtes postales. Pour identifier leur localisation, il est plus simple de se repérer par rapport à leur indicatif téléphonique.

11 : Johannesburg

12 : Prétoria

21 : Cape Town

31 : Durban

33 : Pietermaritzburg

IFAS - Institut français d'Afrique du Sud

Contact : Mme Bénédicte Alliot

Titre : Attachée culturelle, Directrice de l'IFAS

PO Box 72067

Parkview 2122

Tél : +27 11 836 0561

Fax : +27 11 836 5850

Email : benedicte@ifas.org.za

www.ifas.org.za

1) Groupes et maisons d'édition

PASA – Publishers' Association of South Africa

Un annuaire des 125 membres de la Publishers' Association of South Africa est disponible sur le site de l'association.

Contact : M. Dudley Schroeder

Titre : Directeur

PO Box 15277

Vlaeberg 8018

Tél : +27 21 422 5004

Fax : +27 21 426 1733

Mobile : +27 83 272 0467

Email: dudley@publishsa.co.za

www.publishsa.co.za

David Krut Publishing

Editeur de la collection Taxi Art Books publiée avec l'aide de l'Institut français d'Afrique du Sud.

140 Jan Smuts Avenue

Parkwood 2193

Tél : +27 11 880 5648

Fax : + 27 11 880 6368

Email: dkarts@icon.co.za

www.davidkrutpublishing.com

www.taxiartbooks.com

Double Storey Books (Juta Company)

Fondée en 2002 par Bridget Impey (une ancienne de New Africa Books), Double Storey compte aujourd'hui 80 titres de fiction et non-fiction à son catalogue.

La maison est une marque du groupe Juta. Si elle n'était pas adossée à ce groupe, elle ne survivrait pas financièrement. Elle vient de racheter l'éditeur de bandes dessinées « underground » BitterComix.

Production : 35 nouveautés en 2005

Tirage moyen : de 1500 à 8000 exemplaires.

Contact : Mme Bridget Impey

Titre : Directrice générale

Mercury Crescent Wetton 7780

PO Box 24309

Lansdowne 7779

Tél : +27 21 763 3704

Fax: +27 21 797 0121

Email : bimpey@juta.co.za

www.juta.co.za

<p>Heinemann Publishers Heinemann est un éditeur scolaire. 80% de ses titres sont produits localement et ce chiffre devrait passer à 90% à terme. La maison est une filiale de Heinemann Grande-Bretagne. Elle exporte dans tous les pays d'Afrique australe et anglophone.</p>	<p>Contact : M. Nhlanhla Ngubane Titre : Directeur éditorial PO Box 781940 Sandton 2146 Tél : +27 11 322 8690 Fax : +27 11 322 8700 Mobile : +27 82 336 9665 Email : nhlanhla.ngubane@heinemann.co.za www.heinemann.co.za</p>
--	---

<p>HRSC Press Le Human Sciences Research Council of South Africa est l'équivalent du CNRS français. HRSC Press a le statut d'une association à but non lucratif. La maison d'édition est financée par le gouvernement. Elle publie des travaux de recherche en sciences sociales.</p>	<p>Contact : M. Gary Rosenberg Titre : Directeur Private Bag X9182 Cape Town 8000 Tél : +27 21 466 8000 Fax : +27 21 461 0836 Email : grosenberg@hsrc.ac.za www.hsrc.ac.za</p>
--	--

<p>Jacana Jacana est le nom d'un oiseau sud-africain. La maison publie des livres d'écotourisme mais sa principale production reste le livre pratique (santé, forme, éducation des enfants) et la non-fiction (biographies, humour, etc.)</p>	<p>PO Box 2004 Houghton 2041 Tél : + 27 11 628 3200 Fax : + 27 11 482 7280 Email: marketing@jacana.co.za www.jacana.co.za</p>
---	--

<p>Juta Fondée en 1853 par Jan Carel Juta et sa femme Louise Marx Juta (la sœur de Karl Marx) à leur arrivée au Cap, cette maison d'édition entièrement sud-africaine est leader dans le domaine des publications juridiques. Elle a également racheté les Presses de l'université de Cape Town (UCT Press). Son chiffre d'affaires est de R239 millions en 2003 (€30 millions). La majorité de ses revenus vient de l'activité de ses 21 librairies Juta Bookshops (38% du chiffre d'affaires). Viennent ensuite Juta Law (édition de livres juridique), Juta Academic (édition de livres universitaires) et Juta Gariiep (édition de livres scolaires) qui assurent près de 60% du chiffre d'affaires tandis que la marque Double Storey ne compte que pour 1,6% du revenu total.</p>	<p>Contact: M. Rory Wilson Titre: Directeur général Mercury Crescent Wetton 7780 PO Box 24309 Lansdowne 7779 Tél : +27 21 763 3500 Fax : +27 21 762 0248 E-mail: rwilson@juta.co.za www.juta.co.za</p>
--	--

<p>Macmillan South Africa Editeur scolaire, Macmillan publie du Grade A au Grade 12 (pour les élèves de 5-6 ans à 18 ans).</p>	<p>PO Box 32484 Braamfontein 2017 Tél : +27 11 731 3300 Fax : +27 11 731 3586 Email : info@macmillan.co.za www.macmillan.co.za</p>
--	--

<p>Maskew Miller Longman MML est détenue à 50% par le groupe Pearson et à 50% par une société sud-africaine d'imprimerie. La maison a 3 000 titres au catalogue dont 60% de livres scolaires. Elle est agent importateur des livres universitaires publiés par le groupe Pearson (division <i>academic books</i>) et essaye de lancer ses propres manuels « south african oriented ». C'est aussi l'agent importateur de Prentice Hall, Harper Collins Educational, Ladybird et Addison Wesley Longman.</p>	<p>Contact: M. Lindelwe Mabandla Titre: Director Public Position PO Box 3068 Halfway House, 1685 Tél : +27 11 315 3647 Fax : +27 11 315 2757 Mobile : +27 82 496 3176 Email : lindelwe@mml.co.za www.mml.co.za</p>
---	---

<p>Penguin Group (South Africa) La maison importe toutes les marques du groupe Penguin ; elle a sa propre unité éditoriale indépendante à Johannesburg.</p>	<p>PO Box 9 Parklands 2121 Tél : +27 11 327 3550 Fax : +27 11 327 3660 www.penguinbooks.co.za</p>
---	---

<p>PRAAG Maison de littérature générale qui publie exclusivement en afrikaans (environ 15 nouveautés par an, tirage moyen : 1 000 exemplaires). Editeur militant et nostalgique de l'apartheid qui s'assume, Dan Roodt souhaite renouveler le débat et oser des positions difficilement acceptables dans la nouvelle Afrique du Sud. Il a traduit <i>Négrologie</i> en 2003 de Stephen Smith (Calmann-Levy) et 5 autres titres depuis le français. Dans l'idéal, il souhaiterait créer une joint-venture avec une maison d'édition française. Il compte également tester le marché plus populaire des histoires d'amour et des romans policiers pour le public métis parlant afrikaans.</p>	<p>Contact : M. Dan Roodt Titre : Directeur Posbus 3103 Dainfern 2055 Tél : +27 82 490 1036 Email : dan@praag.org www.praag.org</p>
---	---

<p>Protea Editeur généraliste leader dans la production en afrikaans.</p>	<p>PO Box 35110 Menlopark 0102 Tél : +27 12 362 5683 Fax : +27 12 3625683 Email : protea@intekom.co.za www.proteaboekhuis.co.za</p>
---	--

<p>Random House Random House South Africa, basé à Johannesburg, distribue et vend les marques du groupe Random House et propose environ 300 nouveautés par an à ses lecteurs. La maison a lancé, le 1^{er} juillet 2005 sa propre marque « Umuzi » qui rassemble des titres de fiction, de non-fiction et de poésie en anglais, écrits par des auteurs du continent africain. Cette nouvelle collection est dirigée par Annari van der Merwe qui avait créé et lancé la maison d'édition Kwela Books (qui appartient aujourd'hui au groupe Via Afrika). Les bureaux d'Umuzi sont basés au Cap.</p>	<p>Contact : M. Stephen Johnson Titre : Directeur général PO Box 2263 Parklands 2121 Tél : +27 11 484 3538 Fax : +27 11 484 6180 Mobile : +27 82 458 4587 Email : sjohnson@randomhouse.co.za www.randomhouse.co.za</p>
--	---

<p>STE Publishers</p> <p>STE est d'abord une agence de communication spécialisée dans le design et l'infographie. L'activité éditoriale n'est venue que dans un second temps et ne représente qu'une part minime du chiffre d'affaires de l'entreprise.</p> <p>STE se positionne sur un marché de niche et a un catalogue disparate de 23 titres : livres écrits par des Indiens d'Afrique du Sud et destinés aux membres de cette même communauté, livres d'histoire politique de l'Afrique du Sud, quelques livres de tourisme, quelques beaux-livres. La maison publie, en partenariat avec le gouvernement, un <i>Annuaire statistique</i> de l'Afrique du Sud distribué à toutes les bibliothèques et institutions publiques du pays. Elle va également publier, avec l'aide de l'Institut français, la traduction du <i>Petit Prince</i> en zoulou.</p>	<p>Contact : M. Reedwaan Vally Titre : Directeur Sunnyside Office Park 32 Princess of Wales Terrace Parktown 2193 Tél : +27 11 484 7824 Fax : +27 11 484 4296 Mobile : +27 83 267 5188 Email: reedi@ste.co.za www.ste.co.za</p>
--	--

<p>Shuter & Shoter</p> <p>Cet éditeur scolaire appartient au Witness Group (groupe de presse du Kwazulu-Natal qui publie le quotidien Witness Natal) et à Media 24.</p> <p>La maison a été créée en 1921, c'est aujourd'hui une société certifiée ISO 9001. Elle est spécialisée dans la publication de titres en langues noires.</p> <p>La maison d'édition est en pleine réflexion stratégique afin de diversifier ses sources de revenus et de faire en sorte qu'au moins 20 à 25% de son chiffre d'affaires ne soit plus directement lié aux commandes des écoles. Les voies possibles de cette diversification sont : une expansion à l'extérieur du pays avec des ventes dans les pays limitrophes où les langues indigènes sont identiques ; un élargissement du catalogue afin de toucher le grand public et les bibliothèques publiques ; une activité d'agent importateur de marques britanniques.</p>	<p>Contact : M. Dave Ryder Titre : Directeur général PO Box 13016 Cascades 3202 Tél : +27 33 347 6100 Fax : +27 33 347 6110 Mobile : +27 83 253 6766 Email : dryder@shuters.com www.shuters.com</p>
---	--

<p>UNISA Press</p> <p>UNISA est l'une des plus grandes universités d'Afrique du Sud. Basée à Pretoria, elle assure un enseignement à distance à quelque 200 000 étudiants. Les Presses de l'UNISA sont spécialisées dans les sciences humaines. C'est l'UNISA qui a fourni les livres qui ont servi aux prisonniers politiques de Robben Island (dont l'ancien Président Mandela) à former leur idéologie politique. UNISA Press assure elle-même sa distribution (vente par correspondance) en Afrique du Sud et sur le continent.</p> <p>Production : 50-75 titres par an.</p> <p>UNISA Press édite majoritairement en anglais. La production en afrikaans décline, celle en langues indigènes s'accroît mais reste encore très minoritaire.</p> <p>La maison d'édition vit sur des fonds publics. Elle se lance dans la production de livres destinés au grand public et de livres commandés par les entreprises.</p>	<p>Contact : M. Abebe Zegeye Titre : Directeur PO Box 392 Unisa 0003 Tél : +27 12 429 4491 Fax : +27 12 429 3449 Email : zegeya@unisa.ac.za www.unisa.ac.za</p>
---	---

<p>University of KwaZulu-Natal Press Les Presses de l'Université du Kwazulu-Natal éditent une vingtaine de titres par an dans des domaines tels que les sciences sociales, la littérature et la poésie, l'économie politique, les sciences naturelles et la biologie. Leur catalogue de 280 titres est hétéroclite. Les Presses publient en anglais mais vont bientôt lancer quelques titres en afrikaans et en langues bantoues.</p>	<p>Contact : M. Glenn Cowley Titre : Directeur Private bag X01 Scottsville 3209 Tél : +27 33 260 5226 Fax : +27 33 260 5801 Email : cowleyg@ukzn.ac.za www.ukznpress.co.za</p>
---	--

New Africa Books

New Africa Books est une société récente résultant de la fusion des maisons d'édition David Philip et New Africa Educational Publishing. Avant cette fusion, David Philip et New Africa Educational Publishing étaient des sociétés séparées détenues par New Africa Media, une filiale de New Africa Investments Limited, qui détient plusieurs stations de radio, des journaux, des magazines, des chaînes de télévision et des sociétés de production. Spearhead et Songololo (collection de livres de jeunesse) sont des marques de David Philip.

David Philip est un éditeur d'opposition qui a contribué à alimenter le débat durant les années d'apartheid. Aujourd'hui, même si les titres du fonds se vendent toujours et permettent à la maison de survivre, celle-ci doit nécessairement trouver une nouvelle ligne directrice (plus commerciale et moins universitaire) pour continuer à exister.
Production : environ 15 nouveautés par an.

New Africa Educational Publishing : dans ses livres scolaires, l'éditeur essaye de promouvoir une image positive de l'Afrique du Sud. Il s'efforce de ne pas distiller les messages habituels et galvaudés (les Noirs sont pauvres, etc.). Il se fait également un point d'honneur à créer des manuels différents pour chaque langue indigène. En effet, en général, les éditeurs scolaires traduisent le même cours en différentes langues indigènes, en estimant que « toutes les langues noires sont les mêmes » et qu'il n'y a donc pas besoin d'adapter les cours en fonction des langues.
Production : 50 à 60 manuels scolaires par an en langues noires.

Spearhead est une collection de livres d'actualité, de biographies et de livres pratiques : « self-help », santé, bien-être.
Production : 15 nouveautés par an.

Songololo est une collection de livres de jeunesse créée par le dessinateur sud-africain d'histoires pour enfant Niki Daly.
Production actuelle : 2-3 titres par an.

Contact : Mme Arabella Koopman
Titre : Directrice éditoriale
PO Box 23708
Claremont 7735
Tél : +27 21 674 4136
Fax : +27 21 674 3358
Mobile : +27 83 285 3602
Email : arabella@newafricabooks.co.za
www.newafricabooks.co.za

Struik Publishers

Struik Publishers est une division de New Holland Publishing, une société du groupe Johnnic Communications (qui détient, entre autres médias, le Sunday Times). Le groupe Johnnic est coté à la bourse de Johannesburg. Il est issu de la politique de Black Economic Empowerment.

Business Unit	Activité	Marques et imprints
Edition		
Struik Publishers	Éditeur généraliste en langue anglaise	Struik, Zebra, Oshun Books
Struik Christian Books	Éditeur de la Bible et de livres religieux	
MapStudio	Editeur de cartes routières et touristiques	
MapIT (systèmes d'intégration, technologies)	Base de données cartographiques, édition numérique de cartes	
Distribution		
Booksite Afrika	Le plus grand distributeur de livres de trade du pays.	
Exclusive Books	Chaîne de librairies (32 dans tout le pays)	
Fanatics	Programme de fidélité des librairies Exclusive Books	

Struik est le plus grand éditeur du pays de beaux-livres sur l'Afrique et l'Afrique du Sud.

Zebra propose des livres non illustrés (en noir et blanc comme le zèbre) sur l'Afrique du Sud (livres politiques, essais, biographies, livres de business, etc.)

Oshun Books est une marque dédiée aux femmes et créée en 2004. La maison édite des titres de fiction et des guides pratiques.

Struik Christian Book est l'un des plus grands éditeurs de livres religieux du continent. La maison publie 175 titres et en importe des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. C'est également l'éditeur de la Bible en Afrique du Sud.

www.struikchristianbooks.co.za

MapStudio est un éditeur de cartes routières et touristiques. Il détient 80% du marché en Afrique du Sud.

www.mapstudio.co.za

Contact: M. Steve Connolly

Titre: Directeur

80 Mckenzie Street

Gardens 8001

Tél : +27 21 462 4360

Fax: +27 21 462 4379

stevec@struik.co.za

www.struik.co.za

Via Afrika

Via Afrika est une branche du groupe Naspers qui est l'un des plus grands groupes de médias sud-africains. Il détient des chaînes de télévision, des plateformes Internet ainsi que la majorité des quotidiens nationaux en afrikaans du pays. Via Afrika est la division éditoriale du groupe Naspers.

www.viaafrika.com

Business Units	Activité	Marques et imprints
Edition		
NB Publishers	Editeur généraliste en langue afrikaan et anglaise	Tafelberg, Human & Rousseau, Quellerie, Pharos, JLvS, Kwela, Best Books
Jonathan Ball Publishers	Editeur et agent-distributeur de livres en langue anglaise	Jonathan Ball, AD Donker, Sunbird. Agent et distributeur des marques: Harper Collins, Hodder Headline, Simon & Schuster, Orion, Bloomsbury, Scholastic, etc.
Lux Verbi.BM	Editeur de livres religieux	Lux Verbi.BM, NG Kerk Uitgewers, Protea, Hugenate, Waterkant
Nasou Via Afrika	Editeur de livres scolaires	Nasou, Via Afrika, Action, Afro
Collegium Botswana	Editeur de livres scolaires au Botswana	Collegium
Van Schaik Publishers	Editeur de livres universitaires	Van Schaik Publishers
Learning online	Editeur en ligne	VSE, Learning Online
Distribution		
Afribooks	Distribution et vente au détail de livres scolaires et de papeterie	Afribooks
Van Schaik Bookstores	Vente au détail de livres universitaires	Van Schaik Bookstores
Lux Verbi Bookstores	Vente au détail de livres religieux	Lux Verbi
Leisure Books, Leserskring	Clubs de livres en anglais et en afrikaans	Leisure Books, Leserskring
Kalahari	Librairie en ligne	www.kalahari.net
On the Dot Distribution	Vente par correspondance de livres, papeterie, CD, etc.	On the Dot Distribution

NB Publishers regroupe les marques Tafelberg, Human & Rousseau, Pharos et Kwela. Chaque marque a sa propre politique éditoriale mais partage les services financiers, marketing et administratifs du groupe.

Contact: M. Kerneels Breytenbach

Titre: Directeur des publications

PO Box 879

Cape Town 8000

Tél: +27 21 406 2483

Fax : +27 21 406 3812

Email : kbreyten@nb.co.za

www.nb.co.za

Parmi les marques de NB Publishers, **Tafelberg**, est l'un des plus grands éditeurs généralistes d'Afrique du Sud, connu essentiellement pour ses publications de titres de fiction en afrikaans, pour ses essais politiques, pour sa littérature de jeunesse (dans toutes les langues du pays) et pour ses titres de non-fiction (illustrés ou non).

Email : tafelbrg@tafelberg.com

www.tafelberg.com

Créé en 1959 avec pour objectif de publier essentiellement en afrikaans **Human & Rousseau** publie aujourd'hui majoritairement en anglais des titres de littérature générale ainsi que des livres pratiques. Human & Rousseau publie également des livres scolaires sous la marque **Best Books**.

Email : humanhk@humanrousseau.com

www.humanrousseau.com

Pharos est la seule marque sud-africaine de dictionnaires. La maison publie des dictionnaires de langue afrikaans, des dictionnaires bilingues anglais/afrikaans ou anglais/langues africaines ainsi que des dictionnaires de termes techniques spécialisés.

Email : pharos@pharos.co.za

www.pharos.co.za

Créée en 1994, **Kwela** se voulait une plate-forme d'expression des voix noires sud-africaines et avait pour volonté de publier dans les langues indigènes. Après avoir initialement testé le marché avec des livres en zoulou et en sesotho, Kwela a abandonné son projet de publier en langues indigènes faute de marché suffisamment porteur. C'est pour cette même raison qu'il a été décidé d'arrêter la collection de lectures faciles pour le public adulte nouvellement alphabétisé. Kwela se concentre désormais sur trois domaines : la fiction, les livres de mémoires et les livres de non-fiction à thématique culturelle ou sociale.

Email : kwela@kwela.com

www.kwela.com

Jonathan Ball Publishers

C'est l'agent importateur de tous les plus grands éditeurs anglo-saxons. Son chiffre d'affaires est constitué à 90% par les importations.

Contact : M. Alastair Steyn

Titre : Directeur des ventes

PO Box 33977

Jeppestown 2043

Tél : +27 11 622 2900 ext 231

Fax : +27 11 622 7610

Mobile : +27 83 303 1831

Email : asteyn@jonathanball.co.za

www.jonathanball.co.za

Van Schaik Publishers est l'un des éditeurs de livres universitaires les plus actifs en afrikaans.

Contact : Mme Leanne Martini

Titre : Directrice éditoriale

PO Box 12681

Hatfield 0028

Tél : +27 12 342 2765

Fax : +27 12 430 3563

Email : lmartini@vanschaiknet.com

www.vanschaiknet.com

2) Librairies

SABA - South African Booksellers Association Un annuaire de plus de 200 libraires, membres de la South African Booksellers' Association, est disponible sur le site Internet de l'association.	Contact: M. Redhi Guru Titre: Président P.O. Box 870 Bellville 7535 Tél : +27 21 918 8616 Email: redhi@iafrica.com http://sabooksellers.com
--	---

CNA P.O. Box 100 Crown Mines 2025 www.cna.co.za
--

Exclusive Books Contact: Mme Jill van Zyl Titre: Directrice des ventes PO Box 605 Rivonia 2128 Tél : +27 11 803 3773 Fax : +27 11 803 0211 Email : jillv@exclusivebooks.co.za www.exclusivebooks.co.za

Adams Booksellers & Stationners Chaîne de librairies à dominante universitaire, Adams compte aujourd'hui trois points de vente à Durban et un sur le campus de l'université du Kwazulu-Natal	Contact : M. Cedric Sissing Titre : Manager PO Box 17221 Congelia 4013 Tél : +27 31 261 2320 Fax : +27 31 261 6053 Mobile : +27 82 873 2702 Email: cedric@adamsbooks.co.za www.adamsbooks.co.za
--	--

Clarke's Bookshop Tenue par Henrietta Dax, cette librairie indépendante est spécialisée sur l'Afrique australe. Elle importe d'Afrique et du reste du monde tous les titres ayant trait à l'Afrique du Sud ou à l'Afrique australe et vend des nouveautés, des occasions, des livres anciens et des cartes. La librairie est spécialisée dans les domaines de l'art (elle importe par exemple les catalogues des expositions d'art africain du musée Dapper), de l'anthropologie, de la littérature, et des sciences sociales. Henrietta Dax édite, deux fois par an, un catalogue recensant tous les nouveaux titres parus sur l'Afrique australe. Sa clientèle est pour moitié étrangère (ex. : Bibliothèque nationale de France, etc.) et pour moitié sud-africaine (professeurs, étudiants, touristes et surtout les bibliothèques).	Contact : Mme Henrietta Dax Titre : Directrice 211 Long Street Cape Town 8001 Tél : +27 21 423 5739 Fax: +27 21 423 6441 Email: books@clarkesbooks.co.za www.clarkesbooks.co.za
---	--

Juta Bookshops

La maison d'édition Juta dispose de 21 points de vente dans le pays (ses trois plus grandes librairies sont à Johannesburg, le Cap et Durban) ainsi que d'une librairie en ligne, Juta Online Bookstore : www.tmza.co.za/juta

Leisure Books - Leserskring

Sur le modèle du concept de clubs de livres établi par Bertelsmann, le club de livres Leisure Books (pour les livres en anglais) et Leserskring (pour ceux en afrikaans) a été créé en 1980 – avec un contrat de partage de l'information et de l'expertise avec l'éditeur allemand. Vingt-cinq ans après sa création, 600 des membres fondateurs sont toujours des clients actifs et plus de 3600 membres sont des clients réguliers depuis 15 ans. Le club vend plus d'un million de livres par an.

Contact: M. Hein Pretorius
Titre: Directeur
PO Box 857
Eppindust 7475
Tél : +27 21 595 9602
Email : hpretorius@ndirect.co.za
www.leisurebooks.com
www.leserskring.com

Van Schaik Bookstore

Avec ses 28 points de vente, Van Schaik Bookstore est la plus grande chaîne de librairies universitaires du pays.

Contact : M. Hilton Ruthford
Titre : Directeur
Tél : +27 21 918 8569
Fax : +27 21 951 1470
Email : hilton@vanschaik.com
www.vanschaik.com

Wordsworth

Créée il y a 16 ans, cette chaîne compte aujourd'hui 7 librairies dans la région du Cap. Ce sont des librairies généralistes qui proposent des ouvrages de fiction et non-fiction pour adultes, des guides de voyages et des livres pratiques. 70% du fonds est constitué de livres importés. Pour fidéliser sa clientèle le directeur de la chaîne mise sur sa sélection de livres, sa carte de fidélité (remise de 5% aux bons clients) mais surtout sur les opérations promotionnelles qu'il organise : signatures, lancements, événement culturels, petits-déjeuners débats, etc.

Contact: M. Andrew Marjoribanks
Titre: Directeur général
Mobile : +27 82 920 303
Mail: andrew@wordsworth.co.za
Site en construction

3) Organismes liés au livre

PICC - Print Industries Cluster Council

Contact: Mme Elitha Van der Sandt
Titre: Directrice
W.J. Louw Building
Bellville 7530
Tél : + 27 21 945 3300
Fax : + 27 21 945 3325
Email: elitha@picc.org.za
www.picc.org.za

Centre for the Book

Contact: Mme Colleen Higgs
Titre: Directrice des programmes
62 Queen Victoria Street
Cape Town 8000
Tél : + 27 21 423 2669 (ext. 215)
Fax : +27 21 424 1484
Email : colleen.higgs@nlsa.ac.za
www.centreforthebook.org.za

Cape Town Book Fair

Contact : Mme Vanessa Badroodien
Titre : Directrice
Centre for the Book
62 Queen Victoria Street,
Cape Town 8000
Tél : +27 21 422 5004
Fax : +27 21 426 1733
Email: vanessab@capetownbookfair.co.za
www.capetownbookfair.com

Masifunde Sonke

Contact : M. Mandla Maseko
Titre : Chef de projet
Department of Education
123 Schoeman Street, Sol Plaatje House
Pretoria 0001
Tél : +27 12 312 5408
Fax : +27 12 328 9828
maseko.m@doe.gov.za

National Library

Contact : Mme Joan F. de Beer
Titre : Directrice adjointe de la Bibliothèque nationale
Private Bag X990
Pretoria 0001
Tél : +27 12 401 9782
Fax : +27 12 321 1128
Mobile : +27 83 566 1072
Email : joan.debeer@nlsa.ac.za
www.nlsa.ac.za

University of Pretoria

Contact: Mme Francis Galloway
Titre: Coordonnatrice
Department of Information Science
Publishing Studies Programme
Pretoria 0002
Tél : +27 12 420 2426
Fax : +27 12 362 5181
Email: francis.galloway@up.ac.za
<http://is.up.ac.za>

**SACBF - South African Children's Book Forum
IBBY South Africa**

Le SACBF est la section sud-africaine de l'International Board on Books for Young People (IBBY) qui a tenu son 29^e Congrès au Cap en 2004.

P.O. Box 847 Howard Place
Western Cape 7450
Tél : +27 21 532 0555
Email: sacbf@worldonline.co.za
www.sacbf.org.za

Hargraves Library Service

C'est l'un des plus grands distributeurs de livres de trade auprès des bibliothèques

Contact: Mme Maureen Hargraves
80 Jordan Street
Cape Town 8001
Tél : +27 21 423 7015
Fax : +27 21 423 7505
E-mail:
maureen@hargraves.co.za

Nielsen BookData

Contact : Mme Freda van Wyk
Titre : Directrice générale
Unit 4368 Greenways
Strand 7140
Tél. : +27 21 852 3716
Fax : +27 21 852 3763
Email: freda@bookdatasapnet.co.za
www.bookdatasapnet.co.za

LIASA - Library & Information Association of South Africa

Contact: Mme Karin Kitching
Titre: Directrice
P.O Box 1598
Pretoria 0001
Tél : +27 12 337 6129
Fax : +27 12 337 6108
Email: karin@liasa.org.za
www.liasa.org.za

